



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT

CONFLITS ENTRE GROUPES TERRORISTES CAUSES ET RÉPERCUSSIONS







AL TAHALOUF

Numéro 14 - Avril 2023

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT



Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi
Secrétaire Général désigné de la Coalition Islamique Militaire
pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Ashour Ibrahim Aljuhani
Directeur du Département d'Études et de Recherches

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias

Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124

Pour la version électronique



TAOQ RESEARCH
توق للبحوث



For Further Information And Support

magazine@imctc.org

Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT



Conditions de publication:

- Le matériel envoyé doit être au cœur du thème du magazine (combattre le terrorisme) et lié à l'une de ses quatre sections: Intellectuelle, médias, financement du terrorisme et militaire.
- Le matériel doit être authentique, objectif et novateur; d'un curriculum, d'une langue et d'un style appropriés.
- Dans le matériel de recherche, il est impératif d'engager de la documentation, en attribuant les citations à leurs propriétaires, les emprunts à leurs sources; et en fournissant les références des données.
- Le matériel doit être rédigé dans l'une des trois langues: Arabe, anglais ou français.
- Le matériel ne doit pas avoir été publié par quelque moyen que ce soit, sous forme imprimée ou électronique, même en changeant le titre ou en procédant au moindre changement.
- Le matériel ne doit pas provenir d'une recherche ou d'un livre, que ce soit de l'écrivain lui-même ou d'autres.
- Le matériel qui ne sera pas publié n'est pas nécessairement mauvais. Le rejet peut être dû à des considérations techniques ou autres, comme d'avoir déjà publié un article similaire, l'auteur en sera informé.
- Le comité éditorial a le droit de disposer du matériel soumis, de l'abrégé, le modifier, le corriger et l'évaluer, sans préjudice à l'essence du sujet ni à ses idées principales.
- L'auteur a le droit de republier son contenu de la manière qui lui convient, à condition qu'il déclare explicitement que ce contenu a déjà été publié dans le Magazine de la Coalition.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de republier le contenu de quelque manière que ce soit, par voie électronique ou dans des publications indépendantes.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de traduire le contenu dans n'importe quelle langue et de le republier dans ces langues.
- Le matériel envoyé est informatisé avec le programme Word, (Arabe Traditionnel), mesure 1A pour l'arabe, avec notes de bas de page et sources, le cas échéant, à la fin de l'article, avec les caractères romains (New Roman), mesure 1E, pour l'anglais ou le français.
- Il est préférable de transcrire les versets coraniques tirés du texte du Coran en calligraphie ottomane, en les mettant entre crochets et en mentionnant le nom de la sourate et le numéro du verset.
- Il est souhaitable de joindre des images illustratives liées à l'article. Les images doivent être tirées de sites de photos spécialisés et non de journaux et de magazines.
- Le Curriculum Vitae de l'auteur doit être joint à l'article, quand il participe pour la première fois, y compris notamment: Prénom, nationalité, pays de résidence, spécialisation, emploi actuel, productions scientifiques et culturelles, adresse électronique, numéro de compte bancaire et photo récente de première entrée.

Les opinions publiées dans le magazine expriment l'opinion de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du magazine.

DOSSIER DU NUMÉRO



15

**LE CONFLIT DES GROUPES TERRORISTES
DANS LES PAYS DU SAHEL,
RACINES ET CAUSES**



18

**PLUS DE VIOLENCE... MOINS DE VIOLENCE
LA MÈCHE DES DÉFECTIONS PARMIL
L'EXTRÊME DROITE**



22

**LE CONFLIT ENTRE LES GROUPES
TERRORISTES EN ASIE DU SUD-EST**



26

**LES CONFLITS ENTRE LES GROUPES
TERRORISTES AU NIGÉRIA**



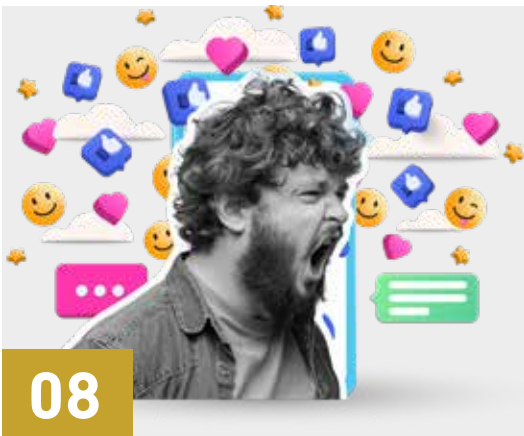
30

**LES CONFLITS ENTRE LES GROUPES
TERRORISTES: STRUCTURELLEMENT
INÉVITABLES**



04

CELLULES TERRORISTES DORMANTES EN EUROPE ET RISQUES DE RETOUR



08

**INCIDENCES DE LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION DANS LES MÉDIAS
SOCIAUX**



34

**DU TERRORISME
À LA POLITIQUE**



38

**ATTENTATS DE LONDRES
LE TERRORISME ALIMENTE LA MÉFIANCE**





CELLULES TERRORISTES DORMANTES EN EUROPE ET RISQUES DE RETOUR

■ Ignacio Gutiérrez de Terán Gómez-Benita

Plus de vingt ans après la campagne militaire lancée par les forces américaines contre l'Afghanistan et l'Irak, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, la plupart des experts et analystes européens estiment que les activités des courants terroristes en Europe ont reculé par rapport à la situation dans la première décennie du XXI^e siècle, ou après les années qui ont suivi la montée de Daech. Ce déclin ne signifie pourtant pas que la menace des groupes terroristes a disparu, car de nombreuses cellules terroristes dormantes planifient et attendent l'occasion pour surgir.



■ Directeur d'études de master en études arabes et islamiques contemporaines à l'Université Autonome de Madrid.

Cellules dormantes

La propagation des groupes terroristes dans diverses régions du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique subsaharienne les a aidés à former des cellules et des réseaux de relations dans certains pays occidentaux. Ces groupes se sont répandus dans plusieurs pays européens et ont pu coopérer avec des groupes criminels organisés pour mener des opérations terroristes ayant ébranlé la société européenne et mis les autorités politiques, sécuritaires et militaires dans un état d'alerte et de mobilisation permanent. Les attentats à la bombe de Madrid en 2004 étaient les plus sanglants, ils visaient un réseau de trains, causant la mort de 200 personnes et 1755 autres blessés. Bien que le cerveau de l'opération et ses collaborateurs soient des immigrés, ou des infiltrants dans le pays peu avant les attentats, nombre d'individus impliqués dans ces opérations seraient directement liés à la vie sociale espagnole, et dont il est difficile de prédire les intentions destructrices envers la société où ils vivent.

Oublier le passé

Après cette vague d'attentats, les sociétés européennes semblent aujourd'hui avoir tourné la page d'un passé douloureux et ne pas trop s'intéresser à organiser

des activités rappelant les victimes de ces opérations odieuses. Quoique les activités des groupes terroristes et les risques d'extrémisme politique figurent en tête des priorités de la société européenne dans les dix dernières années, les sondages montrent que les soucis majeurs des Européens sont désormais la hausse des prix, l'inflation, les conséquences de la guerre en Ukraine, l'immigration clandestine et le réchauffement climatique.

Une thèse soutenue à l'Université espagnole Autonome en 2022, sur les méthodes de recrutement par l'EI et d'autres organisations terroristes, montre que les opérations de recrutement de l'EI en Europe s'appuient sur des plans très avancés en matière de propagande et de promotion et reposent sur trois principes : trouver de nouveaux éléments répondant aux conditions requises, les surveiller et essayer de communiquer avec eux, leur laver le cerveau et leur inculquer les idéologies extrémistes, puis les transformer en extrémistes prêts à exécuter les ordres sans hésiter.

Mouvements sociaux

La thèse souligne l'importance d'analyser le phénomène du recrutement en Europe sur la base de la «théorie des mouvements sociaux», qui cherche à expliquer de tels phénomènes à partir de l'étude des courants intellectuels,





sans se contenter d'observer des cas individuels et de les extraire de leur contexte social, pour qualifier enfin leurs comportements de cas anormaux ou exceptionnels. Selon cette approche, on constate qu'après les attentats de Madrid et d'autres capitales européennes, les personnes qui ont rejoint les groupes terroristes en Europe étaient des personnes qui détestent leurs sociétés, ou des anciens immigrés incapables de s'intégrer dans ces sociétés dans lesquelles ils se considèrent toujours comme des étrangers.

Selon les investigations et les recherches scientifiques, nombre de ceux qui communiquaient avec ces groupes ou les rejoignaient avaient des degrés divers d'engagement religieux et n'appartenaient pas nécessairement à des groupes négligés, pauvres, parias ou à faible niveau scolaire. Par conséquent, il ne devrait pas y avoir de critères fixes pour les types d'individus qui rejoignent les organisations terroristes. Les motivations des recrues de l'EI ou d'al-Qaïda dans des pays tels que le Yémen, l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan et les pays du Sahel diffèrent des recrues de groupes extrémistes dans les pays européens.

La première catégorie comprend les anciens combattants démobilisés comme en Irak, ou les populations démunies déplacées par les conflits armés comme en Syrie, ou les pauvres peu conscients et attirés par l'argent dans la spirale de la violence et du terrorisme, comme dans les pays du Sahel. De même, dans certains Etats incapables de contrôler l'ensemble de leurs territoires, et qui pratiquent l'exclusion, l'oppression et la violence contre leurs citoyens. L'adhésion aux groupes terroristes vient en contrepartie pour s'opposer à ce type de pratiques.

Recrutement en Europe

Outre le nombre de personnes recrutées dans les banlieues pauvres d'Europe, peuplées d'immigrés et où les services sociaux sont rares, on constate qu'un grand pourcentage de

criminels se voit radicalisé à l'intérieur des prisons et des centres de détention par des activistes fondamentalistes. Un autre pourcentage des classes éduquées croit en l'importance de se battre, et refuse de s'intégrer dans l'environnement familial et communautaire. Cette question devrait être prise en compte par les agences de sécurité et les institutions de lutte contre le terrorisme. Il est à noter que beaucoup d'experts en technologies modernes de l'information, des cyber-réseaux et des médias sociaux sont des recrues de pays occidentaux, touchant des salaires considérables, des groupes terroristes, qui dépassent ceux de leurs collègues dans les secteurs public et privé.

Ce n'est pas seulement l'aspect financier qui pousse ces personnes à coopérer avec les groupes extrémistes, mais plutôt leurs motifs idéologiques, et souvent leur désir de se venger des sociétés européennes en raison de la discrimination qu'ils éprouvent dans le marché du travail, outre leur empêchement d'accéder aux postes supérieurs dans l'État. Ces compétences ont donc contribué à développer les capacités électroniques et informatiques des organisations terroristes, les technologies spécifiques au Web profond et à communiquer avec certains groupes de jeunes en Europe via des plateformes de médias sociaux (Twitter, Facebook et Instagram) pour les polariser et les recruter.

Selon les témoignages de certains extrémistes, il y a une discrimination entre eux et les personnes qui travaillent dans les services informatiques qui reçoivent des primes supplémentaires pour leur capacité d'attirer davantage de nouvelles recrues, et multiplier les effets des opérations terroristes dans les médias mondiaux et européens en particulier.

Motivations diverses

En raison des différents motifs d'adhésion aux activités des groupes extrémistes, le problème doit être abordé

selon les différents aspects idéologiques, intellectuels, économiques, politiques et sociaux. Vient donc l'importance de «l'encadrement des activités sociales», terme tiré de la psychologie sociale, qui s'intéresse aux contextes constituant le point de départ solide pour les significations, les croyances et les attitudes générales qui justifient un projet collectif spécifique, et s'accompagnent d'un discours spécialisé qui cherche constamment à prouver la validité des mesures prises, aussi brutales et inhumaines qu'elles puissent paraître à ceux qui sont étrangers de ces contextes.

Les groupes consultatifs dans les cellules terroristes identifient les dossiers susceptibles d'éveiller l'attention de la population cible du discours en premier lieu, créent un système intellectuel qui comprend la prise de certaines mesures pour faire face à un problème supposé, puis recherchent de justifications intellectuelles pour se joindre à une action décisive permettant de trouver une solution à ce problème.

Il faut reconnaître que les centres de conseil et de propagande au sein de ces organisations ont connu du succès dans l'élaboration de problèmes qui amènent les citoyens européens à croire qu'un ensemble de mesures est inévitable, même s'ils conduisent à des options terroristes. Le «système d'encadrement» est considéré comme réussi lorsque l'individu est impliqué dans l'étape finale, celle de contribuer à la solution finale.

On ne peut comprendre les conséquences du processus de cet encadrement en dehors de la théorie des mouvements sociaux, notamment au niveau du recrutement et de la mobilisation, car il fournit une mise à jour continue de ce qu'on appelle : «l'industrie de la pensée permanente», en raison de l'existence d'un plan de propagande qui crée des slogans et des messages de base puis les promeut auprès des partisans. Nous pouvons voir ce processus dans les plans de l'EI pour attirer de jeunes Européens dans ses bases en Syrie et en Irak dans la 2e décennie du XXIe siècle. Ces organisations leur miroitaient de réaliser leurs rêves de résider dans un environnement purement religieux exempt d'hypocrisie et d'incrédulité, or ces promesses n'auraient pas séduit certains gens sans l'efficacité des plans d'encadrement susmentionnés.

Les méthodes de propagande ont culminé à la tentation de séduire ces jeunes à vivre dans le pays du prétendu califat, le préférant à leurs patries d'origine. Malgré les guerres et les crises économiques et sociales dans ces zones reculées, le système d'encadrement a fourni un terrain fertile pour atteindre son objectif principal. Ainsi, ce qui a



attiré des centaines de jeunes Européens et les a poussés à rejoindre ces groupes extrémistes pour accomplir diverses tâches allant du combat à la propagande clandestine en passant par la gestion des réseaux de communication et de sites internet, c'est l'action d'encadrement qui leur a fourni la motivation, le besoin et la solution, sans qu'ils aient à réfléchir profondément, à travers des messages et des discours faciles à déconstruire. Ces cadres souples, malléables et graduels, sont pourtant solidement établis sur la base d'une rupture entre «nous» et «eux».

Conclusion

Nous remarquons enfin que les plans des groupes terroristes dans les périodes antérieures, quoiqu'inexistants aujourd'hui ou ayant un faible impact, sont susceptibles de ressurgir et de menacer l'Europe, ce qui oblige les gouvernements à réfléchir aux effets des crimes terroristes antérieurs, et de déployer tous les efforts possibles pour empêcher qu'ils ne se reproduisent à l'avenir. Il faudrait examiner les erreurs stratégiques qui ont conduit au vide et au chaos dans certains pays tels que l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie, pour éviter que le danger n'atteigne la communauté européenne. Les institutions sécuritaires, civiles et sociales doivent surveiller les mouvements suspects des cellules dormantes terroristes et coordonner avec les autres pays pour les éliminer avant que leur danger n'empire. ■



Incidences de la liberté d'expression dans les médias sociaux

Haine virtuelle et violence réelle

■ Par Dr. Hisham Tiflati

La liberté d'expression ne signifie pas de dire ce que l'on veut, quand et où on veut! Personne n'a le droit de crier «feu !» ou «bombe !» dans un théâtre ou dans un avion. Une telle plaisanterie est passible d'amende ou d'incarcération. Des lois ont été promulguées pour contrôler la liberté d'expression et protéger les personnes en société ou sur les réseaux sociaux. Malgré leurs avantages, les médias sociaux ont des aspects négatifs connus, telle la diffusion de messages haineux et l'incitation à la violence. Ces inconvénients empirent si certains internautes n'assimilent pas le concept de liberté d'expression.



■ Professeur à l'université Bishop's et directeur régional du Centre de Littérature religieuse civique au Québec, Canada.



Liberté d'expression

La liberté d'opinion et d'expression est la pierre angulaire des droits de l'homme et des sociétés démocratiques, tels que les droits de rassemblements pacifiques, la participation aux affaires publiques. Les outils numériques, surtout les médias sociaux, ont renforcé la liberté des usagers de diffuser des informations et des idées, de recevoir et de publier, mais l'usage abusif de la liberté d'expression dans la diffusion de discours de haine a imposé l'application de contrôles législatifs pour réglementer la liberté d'expression faisant craindre toutefois un impact négatif sur les droits humains dans les sociétés modernes.

Les chartes internationales des droits de l'homme stipulent le droit de chaque individu à la liberté de pensée et d'expression, mais les pays adoptent des lois qui restreignent ou interdisent certains types d'expression sur les réseaux sociaux, tels que les discours qui attisent la haine et la violence.

Les défenseurs de la liberté d'expression réclament des espaces ouverts pour la libre circulation des idées pour les raisons suivantes:

- La capacité d'exprimer des opinions rend le citoyen libre et indépendant.
- Protéger la démocratie et préserver les principes du libéralisme.
- La nécessité de parler librement de politique et de droit pour pouvoir voter, responsabiliser les décideurs au pouvoir et discuter des questions politiques et sociales épineuses.

Pour certains chercheurs, le discours de haine peut causer des problèmes complexes qui inhibent la liberté d'opinion, et insistent sur l'importance de restreindre ce discours sur les réseaux sociaux pour protéger les minorités contre l'intimidation, le mépris, les préjugés et la persécution. Mais avant toute restriction, il faudrait répondre à certaines questions importantes:

- Qu'est-ce que le discours de haine et comment le circonscrire légalement?
- Comment définir la zone grise entre liberté d'expression et discours de haine?
- Qui a le pouvoir de restreindre la liberté d'expression?
- Quel type de discours peut être restreint et comment agir sur les médias sociaux?

Pratiques et implications

Les méthodes utilisées par les groupes racistes pour diffuser des discours de haine sur Internet et les médias sociaux ne sont pas nouvelles. Les fascistes et les nazis au début du XXe siècle ont utilisé les médias de l'époque, comme la radio et la télévision pour diffuser leurs messages racistes, manipuler les sentiments des citoyens et s'attaquer aux immigrants, minorités et juifs.

Les nazis n'ont pas entamé leur ascension au pouvoir par des discours violents et des tueries, mais plutôt par des discours stéréotypés répétitifs qui changent les faits, falsifient la réalité, et irritent les masses, ce qui ressemble aux pratiques actuelles sur les réseaux sociaux, tels que:

1) Anonymat

Les médias sociaux permettent à chacun d'exprimer ses opinions, positions, orientations et d'avoir une voix audible. Ce qui est le propre de la liberté d'expression dans le système démocratique. L'internaute a deux options: utiliser sa véritable identité ou utiliser un pseudonyme. Les usagers anonymes tendent à exprimer des opinions impulsives contraires à la morale et aux lois, telles que les insultes, la calomnie, le mépris, la tromperie et la diffamation. Car ils n'assument aucune responsabilité morale ou légale, mais ceux qui ont une identité connue sont souvent responsables de leurs publications.

2) Diffuser de fausses nouvelles

La liberté d'expression absolue est une arme à double tranchant. Elle encourage les gens à exprimer leurs opinions sans crainte de réactions injustes, mais elle offre une opportunité à ceux qui veulent répandre la désinformation de semer la confusion et de troubler la paix sans en subir les conséquences. Dans la plupart des cas, aucune loi ne criminalise le partage de fausses informations sur les réseaux sociaux, ce qui entraîne une profusion d'informations fallacieuses.

Les fausses nouvelles peuvent entraîner des résultats désastreux dans la société, telles les déclarations alléguant la falsification des résultats des élections américaines de 2020 ayant provoqué des manifestations, des émeutes et des attaques contre le Congrès.

La plupart (des victimes) des fausses nouvelles sont celles qui ne peuvent pas vérifier l'authenticité des informations qu'elles lisent et prennent tout ce qui est publié comme vrai.

3) L'oppression numérique

Les commentaires sur les médias sociaux ciblent souvent les femmes et les minorités ethniques, sexuelles et religieuses. De nombreuses associations et organisations appellent les entreprises technologiques à prendre des mesures strictes contre la persécution numérique.

Toutes les plateformes ont adopté des règlements pour lutter contre la haine. Facebook, par exemple, considère le discours de haine comme une attaque directe contre les internautes sur la base des caractéristiques personnelles protégées, telles que la race, l'origine nationale et le genre. Twitter indique également son engagement à lutter contre les abus, la haine et le racisme. Toutes les entreprises ont des équipes qui travaillent en permanence pour examiner les posts et aider à faire respecter les règlements.

Haine et violence

L'ère des médias sociaux a permis donc de publier n'importe quel contenu sur le net sans penser aux conséquences. Les sites de réseaux sociaux sont devenus une arène majeure de haine sous couvert de liberté. Ainsi, de nombreux groupes racistes aryens diffusent leur propagande haineuse sur la suprématie blanche, déstabilisant la paix sociale, car leurs discours poussent des gens ordinaires à passer du virtuel aux actes de violence dans le monde réel.



Plusieurs événements ont montré récemment que la haine qui commence dans l'espace numérique peut conduire à des résultats catastrophiques dans la réalité, comme:

- Wade Michael Page, le suprématiste blanc qui a entamé son activité sur des forums électroniques racistes aryens a tué six personnes dans un temple sikh du Wisconsin en 2012.
- Dylann Storm Roof s'est auto-radicalisé sur les réseaux sociaux, avant de tuer neuf personnes dans une église noire de Caroline du Sud en 2015.
- Robert Powers qui a tué 11 fidèles dans une synagogue de Pennsylvanie était actif sur le site de droite Gab, un site de type Twitter utilisé par les suprématistes blancs.

Tant que les opinions sur le cyberspace peuvent se transformer en violence réelle, la nécessité de légiférer des lois s'imposait pour faire face à l'intimidation, au harcèlement et aux menaces réelles de violence envers les individus et les institutions.

Défis de la légifération

La plupart des constitutions des pays protègent la liberté d'expression, également protégée dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Malgré ces traités, de nombreux pays n'offrent pas une réelle protection de la liberté d'expression dans les lieux publics ou sur les sites Web et les plateformes de communication. Il devient donc nécessaire de comprendre la différence entre la liberté d'expression légitime garantie par la loi et le discours de haine.

L'un des défis de la légifération du discours de haine sur les réseaux sociaux est d'être utilisé comme prétexte par les régimes répressifs pour restreindre davantage les droits de leurs citoyens, car la définition de la haine varie d'un pays à l'autre et d'une culture à l'autre.

La définition ce terme n'est jamais facile. Il n'en existe aucune définition convenue internationalement, du fait qu'elle est lié à nombre de questions juridiques telles que la liberté d'opinion, la discrimination, ou l'incitation à la discrimination et à la haine ou l'incitation à l'hostilité et à la violence, qui doivent être prises en compte lors de l'élaboration d'une définition objective du discours de haine.

Les affaires de liberté d'expression et de discours de haine sont difficiles à résoudre devant les tribunaux. Les poursuites contre les entreprises de médias sociaux par des individus ou des organisations alléguant des violations de leur liberté d'expression, ou la haine et l'intimidation, sont souvent rejetées. La principale raison de la difficulté



de statuer sur ces affaires est que les médias sociaux appartiennent à des entreprises privées, ce qui les rend non soumises à la protection de la liberté d'expression stipulée dans la loi.

Aussi, ceux qui publient sur les médias sociaux n'ont-ils pas le même droit à la liberté d'expression. Les entreprises propriétaires des plateformes ont le droit de réglementer les comportements selon leurs lois internes et interdire n'importe qui, comme l'a fait Twitter avec le président Donald Trump et d'autres.

En conclusion, il s'avère que la légifération de la lutte contre le discours de haine dans l'espace numérique est l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les pays. Il devient donc nécessaire de suivre étroitement les nouvelles initiatives législatives pour rétablir l'équilibre entre la protection de la liberté d'expression et l'interdiction des discours de haine.

Pour mener à bien cette surveillance, les entreprises de médias sociaux doivent être franches sur le contenu qu'elles bloquent et mettre leurs données à la disposition des chercheurs et du grand public pour examen. ■



La perspicacité des femmes est nécessaire pour empêcher la résurgence de Daech avec ses opinions extrémistes.



Thuraya Muhammad Al-Hadi

La bataille de la prise de conscience face à Daech

Les femmes syriennes ont été confrontées à de nombreux défis en raison des pratiques criminelles de Daech.

Depuis qu'elle a mis le pied à Raqqa en Syrie en 2014, Daech s'est efforcée de semer la peur et la terreur parmi la population et de mâter quiconque refuse de se soumettre. La femme syrienne souffrait énormément de cette répression. Ses droits ont été violés : privation d'aller à l'école, soumission à l'humiliation, à la traite, au viol sexuel et au mariage forcé. L'organisation s'est efforcée de polariser et de recruter les femmes et de les convaincre de son idéologie déviante.

Dans ces situations tragiques, l'enseignante syrienne Thuraya **Muhammad al-Hadi**, qui vit dans la ville de Raqqa, a décidé d'avoir une contribution positive à la bataille de prise de conscience face aux idées déviantes de l'EI et de forger une forte immunité intellectuelle contre les messages extrémistes violents en tirant profit de sa noble profession dans le domaine de l'éducation pour délivrer son message.

Avec l'escalade des crimes terroristes, du ciblage des écoles et des restrictions à l'éducation imposées aux filles, Thuraya a commencé à se rendre secrètement chez les familles en les invitant à éduquer leurs filles, pour éviter les ambitions subversives de Daech. Malgré les difficultés, elle a réussi à gagner la confiance des parents et à rassembler nombre de femmes et de filles, à organiser pour elles des cours particuliers d'éducation et de conseil, et avec le temps, leur nombre a grimpé.

Cependant, l'organisation a rapidement découvert ses activités à Raqqa et elle a été obligée de fuir vers la campagne du nord d'Alep en 2017 où elle a poursuivi sa mission d'éducation des femmes déplacées et réfugiées. Le nombre de ses élèves a atteint plus de 450 femmes.

Pour faire face à la pauvreté, aux conditions précaires des camps et à la marginalisation, Thuraya a enseigné aux femmes des métiers manuels gratuits comme la couture, la broderie, l'artisanat et les

premiers secours, pour pouvoir compter sur elles-mêmes, réaliser l'indépendance financière, assurer une éducation raisonnable à leurs enfants et renforcer leur rôle dans la société.

Le succès de Thuraya a encouragé fonctionnaires et militants à coopérer avec elle. Elle a donc créé (l'Institut d'éducation populaire), où elle a donné des cours d'alphabétisation, d'informatique, d'art, de couture et de tricotage. Puis elle a créé (l'Institut de l'ambition féminine) dans la ville d'Al-Ziyadia, et (le Centre Nuage de la Patrie), une organisation contre la violence et les comportements scandaleux envers les femmes.

Thuraya a également participé activement à de nombreux programmes et séminaires qui mettent à nu la souffrance des femmes syriennes et les violations odieuses auxquelles elles sont soumises sous Daech, en plus de la guerre, des bombardements et déplacements.

Thuraya, qui connaît les problèmes des femmes syriennes, a voulu tout mettre en œuvre pour transformer leurs souffrances en histoires de lutte et de succès, puisque les femmes pour elle, sont la première ligne de défense contre les déviations des enfants, étant capables de remarquer les premiers symptômes de l'extrémisme, de les traiter le plus vite possible avant qu'ils ne s'enracinent et ne se propagent. Elles sont les plus aptes à affronter l'idéologie des organisations terroristes et réaliser la sécurité et la paix.

Pour Thuraya, il est impérieux de sensibiliser les femmes de peur que Daech ne ressurgisse avec ses opinions extrémistes déviantes, et se déclare très contente de voir ses élèves obtenir des emplois qui les rendent financièrement indépendantes et psychologiquement stables, ce qui était impossible sous le règne odieux de Daech. ■



LES CONFLITS ENTRE LES GROUPES TERRORISTES: UNIS EN APPARENCE, OPPOSÉS EN RÉALITÉ

Les relations entre les groupes terroristes sont en proie à d'intenses conflits basés sur les rivalités, les disparités idéologiques et les discordances dans les visions et les objectifs. Ces contrastes les poussent jusqu'à s'entretuer, élargissant ainsi les zones de destruction et de chaos et exacerbant le niveau de violence qu'ils pratiquent.

Notre dossier pour ce numéro traite de ce phénomène à travers le suivi, l'examen et l'analyse des racines et des répercussions.

Muhammad Afo traite des racines et des causes des conflits entre les groupes terroristes dans les pays du Sahel, précisant que les conflits civils dans la région du Sahel étaient basés sur de profondes tensions nationales et régionales, de sorte que l'hébergement des dirigeants de ces groupes est devenu la carte maitresse dans l'internationalisation de ces conflits et la régénération de leurs plans.

Dr Ghaleb Al-Zamil a traité des luttes intestines au sein des courants extrémistes de droite et leurs ramifications conduits par le fanatisme, les préjugés ethniques et le refus d'intégrer les musulmans dans la société occidentale, sous prétexte de préserver l'identité nationale et usant de la violence pour parvenir à leurs fins. Il a mis l'accent sur les conflits internes contre certains courants qui ne placent pas le racisme au cœur de leurs programmes, n'agissent pas sur le terrain pour atteindre leurs objectifs ou concernant la validité de l'extrémisme violent et sa capacité à produire l'effet souhaité.

Le chercheur **Muhammad Saif Al-Alam** a traité du conflit entre la «Jamaa islamia» et l'EI en Asie du Sud-Est notant que la Jamaa cherche à établir «l'État de l'archipel islamique», qui comprend Singapour, Malaisie, Brunei, Indonésie, Thaïlande sud et Mindanao (sud des Philippines). Quant à Daech, il n'a jamais reconnu le concept d'État-nation, ni les frontières des États.

Le conflit entre les deux organisations est alimenté par les profils différents de leurs membres. La Jamaa comprend

des vétérans Afghans et Pakistanais de la guerre soviéto-afghane. Quant aux éléments de Daech, ils manquent de véritables références sur le terrain, la plupart d'entre eux étant de la catégorie des jeunes.

Les deux organisations diffèrent également dans leurs visions djihadistes et politiques. La Jamaa adopte la méthodologie de prêche, d'éducation et de reconstruction des ressources économiques et humaines aux dépens du djihad armé, alors que les militants de l'EI s'emploient à attiser le terrorisme en Asie du Sud-Est.

Ousmanou Adama traite des conflits entre groupes terroristes issus de Boko Haram en étudiant l'impact des changements internationaux sur les choix stratégiques de ces organisations terroristes au Nigeria.

De 2011 à 2015, Boko Haram a cessé d'être une entité unique après que diverses factions se sont rebellées contre l'organisation mère, ce qui a conduit à l'émergence de trois groupes différents secoués par les contradictions et les conflits systématiques : le groupe «Ahl-Sunnah pour l'appel et le Jihad», dirigé par Abu Bakr Shekau, le Groupe «Ansars Al-Muslimin» et le Groupe Province d'Afrique de l'Ouest, qui est la branche de Daech dans la région.

Le **Abdelsattar Abdelrahman** a analysé le conflit entre groupes terroristes en tant que fatalité structurelle et aspect inhérent à ces groupes. Le suivi des relations de ces groupes de 1987 à 2005 révèle que la plupart d'entre eux étaient impliqués dans des conflits violents entre eux, pour des raisons de surenchères manichéennes qui vont au-delà des disparités d'objectifs et d'ethnies, tels que : « le bien contre le mal » ou « l'islam contre l'incrédulité ». L'idéologie bornée des organisations terroristes conduit à un manque de réalisme dans les pratiques et la volonté d'éliminer les rivaux au lieu de les défier, suivant en cela un système moral fragile et bizarre, qui justifie le meurtre brutal d'innocents et de membres d'organisations rivales. ■



LE CONFLIT DES GROUPES TERRORISTES DANS LES PAYS DU SAHEL, RACINES ET CAUSES

■ **Mohamed Afo**

Beaucoup d'études soulignent que la décennie (1991-2002) a été témoin de l'infiltration et de la propagation des mouvements extrémistes dans les Etats africains du Sahel, dirigés par le Groupe du Jihad, qui s'est rapidement développé pour engendrer d'autres mouvements aux multiples dénominations selon leurs emplacements ou leurs dirigeants. En raison de leurs diverses fonctions et environnements géopolitiques dans lesquels ils opèrent, on assiste à des conflits entre ces mouvements, qui se sont développés ensuite en conflits entre les ailes d'un même mouvement.

■ Écrivain et analyste politique, Mauritanie.

IMPLANTATION AU SAHEL AFRICAIN

Les pays du Sahel africain étaient la meilleure destination pour les combattants revenant des zones de conflit, en particulier de l'Afghanistan, et un terrain idéal pour se réorganiser, surtout qu'ils étaient hostiles à l'Occident et bien entraînés pour combattre les armées et les États, et ce pour diverses raisons, dont les plus importantes sont:

1. Faiblesse et fragilité des régimes dans les pays du Sahel.
2. Environnement religieux traditionnel non encadré politiquement.
3. Conflits ethniques et locaux dans la région.
4. Vaste espace désertique difficile d'accès.
5. Facilité à nouer des alliances tribales lorsqu'on a des ressources financières.
6. Facilité de recruter les jeunes chômeurs.
7. Prévalence de la corruption permettant d'avoir des informations et d'infiltrer les institutions sécuritaires des États.

Au début du deuxième millénaire, les communautés sahéennes et ouest-africaines vivaient dans un état de récession résultant de l'épuisement qui a suivi l'affrontement violent des années 1990, et les dirigeants de tous bords traqués s'efforçaient de rassembler leurs rangs et de nouer en vain une alliance mondiale.

Les causes de l'émergence des organisations terroristes différaient selon les pays du Sahel, car les objectifs de

la confrontation dans chaque pays étaient variés, et les conflits civils dans la région reposaient sur des fondements nationaux et locaux profonds. Au début du deuxième millénaire, l'hébergement des dirigeants des mouvements terroristes était la carte maîtresse de l'internationalisation de ces conflits et du renouvellement de leurs plans.

Les organisations terroristes profitaient du chaos résultant des conflits entre les mouvements rebelles et avec les États pour leur proposer soutien, formation et transfert d'expertise de combat en échange de l'hébergement et de l'alliance. Ainsi, les groupes extrémistes se sont imposés au cœur des négociations nationales et dicté leurs choix, comme ce fut le cas du groupe «Ansar al-Din» qui a polarisé des dirigeants locaux influents et les a introduits au sein des entités extrémistes visant à profiter des conflits locaux et à mettre les nouvelles alliances sous son ombrelle.

Aussi de même avec le «Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad» qui se transforma d'un mouvement nationaliste laïc en groupe «Nosrat al-Islam wal-Muslimeen» affilié à al-Qaïda sous la houlette du même leader Iyad Ag Ghali. Le Front de Libération Masina devint aussi un bataillon affilié au groupe «Ansar al-Islam wal-Muslimeen» sous la direction d'Amadou Koufa.

Le commandant Iyad Ag Ghali tenait à justifier ce virage et à se présenter comme un moudjahid, mais le commandant Koufa a conservé la dimension nationale du mouvement Massina. Malgré les divergences entre les deux dirigeants, les mouvements extrémistes s'infiltrèrent dans les entités



rebelles, et se restructurent pour tirer leur énergie du discours religieux, comme tous les autres mouvements terroristes. Ce plan a beaucoup impacté les tentatives d'alliance entre ces groupes et a attisé les conflits entre eux.

LUTTE DES AILES

Les conditions difficiles vécues par la population locale les poussent à accepter tout nouveau discours qui répond à leurs préoccupations et à leurs souffrances, en particulier lorsqu'il leur promet une large part de liberté, de stabilité et de justice. Ainsi, on constate que les mouvements politiques nés de l'exclusion dans les pays sahéliens en rébellion contre les régimes sont les premiers à se manifester, notamment au Mali, Niger et Tchad, et que les mouvements séparatistes sont restés en conflit permanent avec les États. Quoique le pouvoir ait pu, dans la plupart des cas, confiner les mouvements rebelles dans les zones périphériques accidentées, il n'a pas été en mesure de les éliminer, et le duel entre les deux parties est resté intermittent jusqu'à l'apparition d'Al-Qaïda dans la région.

Le groupe armé «Al-Mourabitoun» a été le premier à adopter l'idéologie d'Al-Qaïda. Il a été créé en 2013 par la fusion de deux factions islamiques armées parmi les plus actives dans le nord du Mali et le Sahara: «Les Masqués» dirigés par l'Algérien Mokhtar Abou Al-Abbaset et le «Groupe Tawhid et Jihad en Afrique de l'Ouest», dirigé par Ahmed Ould Al-Amer, tué en 2014 et remplacé par Abu Al-Walid Al-Sahraoui. Puis les branches de l'organisation ont proliféré avec des affluents claniques et des groupements issus de la résistance, tel le mouvement Massina. Le groupe Al-Mourabitoun, qui était le premier noyau de l'organisation Al-Qaïda dans la région du Sahara au nord du Mali et de la Mauritanie, a fait germer le premier noyau de Daech.

Les défections d'Al-Qaïda se sont succédé, notamment dans le sud algérien, qui partage la géographie et la population avec le Mali, au profit de Daech, qui prit de l'ampleur notamment dans la région du Sahel, ce qui a rendu l'affrontement inévitable entre les deux organisations.

CAUSES DU CONFLIT

De nombreuses explications sont à l'origine de l'escalade des confrontations entre Al-Qaïda et Daech, dont:

1) Ambition de leadership

Certains dirigeants d'al-Qaïda ont déjà été alertés de la force de l'EI et de l'incapacité d'al-Qaïda à obtenir des résultats comparables sur le terrain, ce qui a encouragé certains dirigeants d'al-Qaïda à prêter allégeance à Daech, comme Abou al-Walid al-Sahraoui, qui voulait en vain se faire une place dans la nouvelle organisation et qui s'est

mis à recruter des dirigeants dans l'organisation al-Qaïda pour soutenir sa position dans la nouvelle organisation, moment propice d'un affrontement, vu le conflit d'intérêts.

2) Projets différents

Après les défaites retentissantes de l'EI en Irak et en Syrie, il a cherché à déménager en Afrique pour rétablir son projet, compte tenu de la fragilité générale qui caractérise la plupart des pays du continent noir, en particulier la région du Sahel africain. L'EI a décidé d'établir des zones de communication entre les régions sahéliennes et sahariennes et l'Afrique de l'Ouest, en y implantant des organisations sous sa houlette comme Boko Haram au Nigéria, ce qui explique les opérations menées par l'organisation dans la région du bassin du lac Tchad.

Cependant, al-Qaïda voit dans les efforts de Daech, qui veut s'étendre dans la région du Sahel et recruter certains de ses éléments fidèles, comme une menace pour son existence, ouvrant la voie à un affrontement entre les deux groupes.

3) Concurrence pour le financement

Toute organisation doit disposer des ressources pour financer ses opérations, or les ressources de la région sont très limitées, à part les rançons reçues en échange des otages kidnappés, ou les profits de contrebande de biens prohibés. La pénurie des ressources ont donc ravivé la rivalité et aiguisé les conflits entre les deux parties.

4) Conflit ethnique

Il y a d'autres motifs qui contribuent à alimenter le conflit entre les organisations, comme les préjugés et le fanatisme ethnique. Les communautés de la région du Sahel sont composées de plusieurs races qui se rangent souvent du côté de leur propre ethnie, comme c'est le cas avec le front Masina, composé essentiellement de l'ethnie peule.

5) Déficit public

La plupart des pays du Sahel africain souffrent de l'éducation médiocre, du manque de services, et de la pénurie des opportunités d'emploi, alors que les gouvernements peinent à imposer leur autorité en dehors des grandes villes, à quelques exceptions près. Cette situation a permis la propagation des délits de trafic d'êtres humains, de drogue et d'armes. Les groupes armés ont profité de ces défaillances pour forger des alliances avec les groupes locaux, comme survenu au nord du Mali, lorsque le conflit a fait rage entre al-Qaïda et Daech pour remporter des victoires sur le terrain et contrôler autant que possible des ressources de soutien. ■



Plus de violence... moins de violence

La mèche des défections au sein de l'extrême droite

■ Dr. Ghaleb Abdulaziz Al-Zamil

Les courants d'extrême droite et leurs ramifications partagent des caractéristiques régulées par le nationalisme et les préjugés ethniques sous prétexte de préserver l'identité et la culture nationale face au flot d'immigration clandestine qui contribue au changement ethnique et démographique, sans compter le préjugé de la supériorité ethnique des européens. Ces courants considèrent l'Islam comme une menace pour l'Occident et ses valeurs et s'opposent à l'intégration des musulmans dans les sociétés occidentales, usant de la violence et des menaces pour atteindre leurs objectifs et aspirant à prendre le pouvoir pour se ressourcer.



■ Directeur de la recherche et des études, Société médiatique Taoq pour les recherches.



Accord et désaccord

Les mouvements d'extrême droite ne forment pas un bloc homogène et n'ont pas de programme unifié et leurs organisations ne sont pas dépourvues de facteurs de conflit, de division et de désintégration. Les désaccords, conflits et échanges de critiques surgissent souvent entre elles concernant les orientations ou les slogans. Ainsi, certaines s'accusent de ne pas être assez xénophobes dans leurs programmes ou de ne pas chercher à lutter sur le terrain pour atteindre leurs objectifs, ou mettent en doute le recours à l'extrémisme violent pour produire l'effet souhaité.

Dans la plupart des cas, il apparaît que les organisations d'extrême droite s'accordent sur les généralités et les buts ultimes mais divergent toujours sur les mécanismes et les moyens d'action. L'échange de critiques et les contradictions internes peuvent conduire à des fissures et des défections dans leurs rangs.

La ramification des mouvements d'extrême droite et des partis nazis en Europe et en Amérique est due aux divergences sur les méthodes d'action plutôt qu'à cause des orientations idéologiques discordantes. Certains considèrent que la violence et le terrorisme ne constituent pas la solution idéale, tandis que d'autres promeuvent la violence et le terrorisme comme le meilleur moyen d'atteindre les objectifs souhaités.

Plus de violence

La fièvre des disputes et des défections a affligé l'organisation Néo-nazie d'extrême droite, créée aux États-Unis d'Amérique en 2016, et classée organisation terroriste dans de nombreux pays, dont le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Des membres de l'organisation aux États-Unis d'Amérique ont annoncé en 2018 leur défection de l'organisation et la création d'une nouvelle organisation appelée (La Base), à l'idéologie nazie plus rigoureuse et qui opte pour la violence comme moyen d'établir une société nationale homogène. Cette branche nazie a été impliquée dans des actes de violence et des crimes de haine, dont la planification d'un attentat contre un centre islamique à New York, après quoi elle a été aussi classée organisation terroriste.

La défection de la branche était la conséquence des divergences sur la question de l'usage intensif de la violence en tant que seul moyen d'atteindre les objectifs escomptés, face au point de vue selon lequel l'adoption de la violence et du terrorisme ne contribue qu'à accentuer la pression sécuritaire sur l'organisation, sape ses capacités et met en péril son existence.

C'était la même chose avec la «Division Atomwaffen» créée en 2015, nouvelle race de «néo-nazis» qui embrasse l'idée de purification ethnique, opte pour la violence et le



terrorisme comme un pilier principal de ses politiques et pousse ses membres à commettre des actes de terrorisme, de meurtre et de vandalisme. Certains éléments affiliés à l'organisation ont été impliqués dans une série d'attaques terroristes aux États-Unis, ayant causé de nombreuses victimes civiles, ce qui a incité les autorités américaines à inclure cette organisation dans la liste du terrorisme interne, et de nombreux comptes sur les réseaux sociaux qu'elle utilisait ont été fermés.

Moins de violence

Le mouvement (Pegida) créé en 2014 est considéré comme l'un des mouvements d'extrême droite les plus importants en Allemagne. Le terme Pegida est l'acronyme de l'expression (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident), hostile à l'islam, aux immigrés et aux réfugiés. Les appels du mouvement ont reçu une réponse mitigée dans les villes allemandes et européennes, dont certaines se sont caractérisées par la violence et les affrontements avec les opposants à l'idéologie du mouvement.

En raison de la tendance du mouvement à la confrontation et au recours à la violence, il a été témoin d'un schisme interne résultant des disparités relatives aux orientations politiques, aux plans procéduraux et à sa prédilection pour la violence. Son fondateur, Lutz Bachmann, et nombre de ses membres ont fait défection et créé en 2016 une nouvelle organisation appelée «Parti populaire libéral démocrate direct», rejetant l'immigration clandestine et cherchant à atteindre ses objectifs sans recours systématique à la violence adopté par l'organisation mère.

Fragmentation et déclin

L'«Action Nationale» a été le premier groupe néonazi en Grande-Bretagne issu du Parti National Britannique, créé en 1982 et qui s'est désintégré des suites de ses divisions internes sur la gestion et les politiques.

Ces désaccords et disputes ont conduit à des divisions et à l'émergence au Royaume-Uni de nouveaux partis d'extrême droite, adoptant des positions nationalistes et racistes virulentes, hostiles à l'unanimité à l'immigration et à l'islam, et réclamant l'expulsion des immigrants illégaux de Grande-Bretagne et la réduction de l'immigration légale. Parmi ces partis dissidents figurent le British Democratic Party (BDP) et le British Freedom Party (BFP).

Le groupe d'Action Nationale voulait transformer le Royaume-Uni en un État nazi, établir un régime d'apartheid, éliminer les organisations juives et musulmanes et forcer le rapatriement de tous les immigrants et réfugiés.

Les autorités britanniques ont pris des mesures strictes contre le groupe, jusqu'à son interdiction en 2016, l'accusant d'incitation à la haine, de racisme et d'incitation au terrorisme. Bon nombre de ses hauts responsables ont été jugés et condamnés à des peines de prison en 2018, notamment le chef de l'organisation, Christopher Lythgoe condamné à 8 ans de prison pour avoir planifié une attaque contre des musulmans et cherché à obtenir des armes à feu et des explosifs.

Ces mesures gouvernementales fermes ont conduit à la désintégration de ce groupe et à son incapacité à agir sur le plan social.

Groupes prolifiques

Les courants extrémistes de droite engendrent sans cesse des organisations qui rivalisent d'extrémisme, de violence et de terrorisme, et chaque fois que s'estompe l'éclat d'une organisation, une autre formation plus radicale ressurgit. Ainsi apparaît en France en 2012, l'organisation d'extrême droite «Génération Identité», visant à renforcer l'identité européenne, faire face à l'immigration clandestine, à l'islam et au pluralisme culturel. L'organisation est connue pour ses activités violentes et controversées, ce qui a amené





certaines pays européens à la qualifier d'extrémiste et à surveiller ses activités pour affaiblir sa capacité à diffuser son message extrémiste violent.

L'organisation se caractérise par un vaste réseau d'antennes et d'organisations régionales dans plusieurs pays européens, France, Allemagne, Autriche, Italie, Danemark et Belgique. Certaines branches de l'organisation ont été impliquées dans des actes de violence et des crimes de haine, comme l'incendie d'une mosquée en Suède et la provocation des immigrés et réfugiés en Allemagne et en France.

Quant à l'organisation «Identitaire» créée en France en 2002, elle est célèbre pour ses activités médiatiques accrocheuses ciblant les immigrés et les réfugiés, notamment en France et l'incitation contre les musulmans et l'islam, dont l'incendie d'une mosquée en Autriche, des actes de violence et des crimes de haine. L'organisation est connue pour sa demande incessante de réactivation des frontières nationales et de retrait de l'Union européenne.

Extrémisme et politique

La fantasmagorie de l'extrémisme de droite se mêle aux affinités politiques. Tantôt, les mouvements d'extrême droite revêtent le manteau de l'action politique et se dissimulent derrière les marges de la liberté politique pour promouvoir leurs programmes extrémistes sous des slogans populistes et des appels racistes odieux. Tantôt, ils agissent à découvert et recourent à la violence contre les groupes ciblés. Les partis d'extrême droite copies conformes surgissent sur l'arène européenne, prônant les mêmes idées et objectifs, et usant même de noms et de slogans identiques, par exemple:

1. Alternative für Deutschland (AfD): parti populiste d'extrême droite, créé en 2013.
2. Le Rassemblement National (RN): parti d'extrême droite, créé en 1972, prônant des idées populistes, anti-immigration et anti-islam.

3. Le Mouvement de la Renaissance fasciste (Forza Nuova): parti italien d'extrême droite, créé en 1997, qui croit au nationalisme italien et s'oppose à l'immigration clandestine.
4. Le Parti autrichien de la liberté (FPÖ): parti d'extrême droite, créé en 1956, hostile à l'immigration clandestine et l'islam.
5. Le Parti du peuple danois (DPP): parti d'extrême droite, créé en 1995, qui proclame des slogans contre les musulmans et les immigrés.
6. L'UDC: parti d'extrême droite créé en 1971.
7. Le Parti néerlandais de la liberté (PVV): parti d'extrême droite, créé en 2006 par le politicien Geert Wilders, qui s'oppose à l'islam et appelle à refouler l'immigration illégale et expulser les immigrés illégaux.

Il est étonnant que certains de ces partis aient choisi le mot d'ordre (liberté) face aux politiques publiques dirigistes et en défense des libertés individuelles, des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et des libertés économiques, en contradiction flagrante avec leurs pratiques notamment envers les musulmans et les immigrés, les droits de l'homme échouant à l'épreuve du racisme et des préjugés ethniques et culturels. Quant aux partis qui se disent patriotes et se réclament du peuple, ils prônent en fait le fanatisme national, sous couvert de préserver leurs identités nationales, protéger leurs frontières et prévenir l'immigration clandestine, sans parler de leur volonté de se défaire de l'Union européenne. En général, les scissions des organisations d'extrême droite sont les conséquences de la fragmentation de l'extrémisme due aux facteurs d'hostilité et de haine à outrance envers les autres races et cultures, puis envers l'autre différent du même mouvement. Ce morcellement contribue à semer les germes de la discorde et de la division, compromet leur capacité à atteindre leurs objectifs et aboutit parfois à l'usage de la violence au sein de ces organisations elles-mêmes. ■



Le conflit entre les groupes terroristes en Asie du Sud-Est

Le groupe islamique (GI) et Daech comme modèle

■ Muhammad Saiful Alam Shah Bin Sudiman

Entre les années (2000 - 2020), la scène sécuritaire en Asie du Sud-Est a retenu l'attention mondiale, à la suite de la première vague d'attaques terroristes violentes lancée par le GI et l'arrestation de dizaines de terroristes. Ce groupe s'active dans le sud des Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour et Australie. Il entretient des réseaux avec des entités séparatistes et terroristes étrangères comme le Front de Libération Moro, le Conseil Indonésien des Moudjahidines, l'organisation des Moujahidines Kumbolan en Malaisie, le Mouvement des Moujahidines Pattani en Thaïlande, le groupe Abu Sayyaf et Al-Qaïda aux Philippines.

■ Chercheur au Centre international de recherche sur la violence et le terrorisme RSIS, Singapour.

DAECH EN ASIE

Le groupe a lancé de nombreuses attaques majeures comme celles de Bali en 2002, et les attentats simultanés aux hôtels Marriott et Ritz-Carlton à Jakarta en 2009. Depuis lors, aucune attaque majeure n'eut lieu.

Après l'annonce de la création du soi-disant Califat en Irak et en Syrie par le trépassé Abu Bakr Al-Baghdadi, Daech a déclenché une vague d'attentats violents en 2014. Depuis lors, cette propagande s'est propagée en dehors du Moyen-Orient et de l'Afrique entre les groupes extrémistes à travers le monde.

Fin 2014, le chef spirituel du GI en Indonésie a prêté allégeance à Al-Baghdadi. En septembre, le bataillon de Daech «Nusantara» était devenu un nom familier parmi les extrémistes d'Asie du Sud-Est. Daech a coopéré avec des membres de groupes philippins dirigés par le chef du groupe Abu Sayyaf, mis sur la liste terroriste des États-Unis et produit de nombreuses vidéos de propagande. Des dizaines d'attaques terroristes inspirées par l'EI y ont fait la une des journaux, dont la plus importante a ciblé le siège de Marawi en 2017.

INÉVITABLE DÉSACCORD

Les membres du GI et Daech adoptent les mêmes principes idéologiques et pratiquent le terrorisme contre les musulmans et les non musulmans. Cependant, ces dénominateurs communs n'ont pas empêché l'apparition de désaccords et d'affrontements dont les plus importantes sont :

1) Manque de confiance

Il s'agit d'une raison majeure du conflit entre les deux groupes. Cela est d'ailleurs justifié selon le GI, puisque les crimes de Daech et sa brutalité envers les civils est inouïe, ce qui nuit à la vision mondiale envers le concept de djihad, et constitue une raison directe du rejet populaire du djihad et des mouvements djihadistes.

Selon les chercheurs, des membres du GI croient que Daech est le bras long de l'Occident qui cherche à déformer les pratiques du djihad, ce qui a poussé le GI à inciter toutes les parties à faire face à Daech. En 2014, le trépassé Ayman al-Zawahiri a désavoué tout lien avec l'EI. À la lumière des liens étroits entre Al-Qaïda et le GI, ce dernier a pris une position ferme envers l'EI.

2) Objectifs différents

Les autorités locales ont arrêté des membres du GI singapourien pour la première fois en 2001 et il s'est avéré que le groupe a choisi de faire de l'Indonésie un État

islamique au nom de « l'État islamique de Nusantara » ou « État islamique de l'archipel », composé de Singapour, Malaisie, Brunei, Indonésie, sud de la Thaïlande et Mindanao. Le «Guide Général de lutte du GI» détaille les plans du groupe dont l'objectif est de mener des opérations permettant l'établissement d'un État islamique comprenant l'archipel malais. Il estime que la montée de Daech et des groupes affiliés dans la région ne profite qu'aux autorités locales dans la lutte contre leurs ennemis.

D'autre part, Daech n'a jamais reconnu le concept bien établi de l'État-nation, ni les frontières des États, ce qui explique la propagation de sa propagande en dehors du Levant au Khorasan, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest. En Asie du Sud-Est, les factions armées fidèles à Daech dans le sud des Philippines poursuivent leurs activités d'usure contre les forces de sécurité locales dans des affrontements armés continus.

Le groupe «Ansar du califat des Philippines» est connu pour ses affrontements contre les forces gouvernementales en





2017 et à qui on impute des exécutions brutales à l'instar de Daech. Il aurait participé au siège de Marawi en 2017. En Indonésie, le Groupe Ansar Adawla, pro-Daech, aurait activement planifié et perpétré des attentats terroristes. L'année dernière, l'EI a publié un message audio de 36 minutes appelant les musulmans des Philippines, Singapour, Malaisie, Indonésie, Inde et d'autres pays d'Asie de l'Est à le rejoindre. Le risque de propagation de Daech dans la région est dû à l'impact de ses combattants étrangers aguerris au combat de retour dans leur pays d'origine.

3) Formation dissimilaire

Les différences entre les deux groupes peuvent se révéler à l'examen des profils de leurs membres. Le GI comprend des vétérans bien formés militairement, physiquement et intellectuellement en Afghanistan ou au Pakistan. Chacun doit assister à la réunion de famille présidée par le «commandant de la cellule d'opérations», au cours de laquelle les participants reçoivent des conseils idéologiques, pédagogiques et pratiques. Grâce à cette éducation rigoureuse, ils ont assimilé le concept du grand djihad, selon leur interprétation, celui d'éradiquer les ennemis et d'établir un État islamique régi par les lois islamiques.

En revanche, les individus et les groupes fidèles à Daech manquent de véritables références sur le terrain. La plupart d'entre eux appartiennent à la catégorie des jeunes, et choisissent souvent la voie la plus rapide pour obtenir le statut ou le titre de «prédicateur djihadiste». Ils soutiennent

leur image sur les plateformes de médias sociaux par le biais de discours et de déclarations.

Les vétérans du GI soutiennent que les jeunes partisans de Daech se sont impliqués dans la cause djihadiste sans préparation adéquate, gagnant leurs lettres de noblesse uniquement via les plateformes de médias sociaux plutôt que d'être de vrais djihadistes.

4) Vision djihadiste différente

Au sein du GI, il y a une faction qui adopte la méthodologie de prédication, d'éducation et de reconstruction des ressources économiques et humaines, en priorité au djihad armé. Cependant, l'existence d'un groupe qui opte pour la violence en vue d'accélérer l'établissement d'un État islamique, ou mène des attentats terroristes, a incité les gouvernements d'Asie du Sud-Est à le traquer et le démanteler violemment depuis 2001. Les forces de sécurité indonésiennes poursuivent cette approche de confrontation et d'arrestations régulières jusqu'à aujourd'hui.

En 2021, l'émir du GI Para Wijayanto a reconnu que son groupe était confronté à de grandes difficultés depuis les incidents de Bali. Vu la pugnacité des forces de sécurité indonésiennes, le groupe procède à développer un nouveau système d'exploitation standard qui vise à améliorer la flexibilité des membres, préserver la confidentialité et éviter les arrestations. Sous la direction de Wijayanto, l'organisation a recruté des combattants indonésiens et les a formés à l'utilisation des armes et l'installation de bombes dans douze sites d'entraînement en Indonésie. Il a collecté de l'argent pour aider les combattants à affronter

les forces de Bashar al-Assad. Le groupe fut ainsi impliqué dans l'incitation à la violence à l'étranger.

Selon cette perspective, le système d'opération du groupe adopte le principe de «l'appel avant le djihad», c'est-à-dire qu'il est peu probable que le groupe envisage de lancer une attaque violente dans un avenir proche. Cette évolution a conduit certains membres à rejoindre le groupe qui appelle à la violence pour que quelques-uns fassent défection vers des groupes pro-Daech.

Les militants de l'EI s'emploient à attiser le terrorisme en Asie du Sud-Est, le sud des Philippines et entre les forces de l'État. Cependant, le siège de «Marawi» en 2017, a été le conflit armé le plus important, auquel des militants alliés à l'EI ont participé dans cette région. On pense que le Groupe Ansari Addawla, inspiré par l'EI était à l'origine du récent attentat suicide dans la province occidentale de Java, en Indonésie, ainsi que de l'attentat à la bombe contre la cathédrale de Makassar en 2021. La Malaisie a également eu sa part d'attentats de Daech en juin 2016, lorsque le groupe a revendiqué l'attaque à l'engin explosif improvisé contre un bar à Selangor.

5) Vision politique différente

Pour l'Agence indonésienne de lutte anti-terrorisme, malgré l'arrestation de dizaines de fonctionnaires, de policiers et de responsables militaires associés au GI, le groupe terroriste s'est infiltré dans les institutions religieuses et civiles pour répandre son idéologie déviante et extrémiste. Il a également infiltré secrètement la sphère politique indonésienne et son existence n'a été découverte que lors une arrestation de Farid Ahmed Uqba, le conseiller du GI et le fondateur du Parti populaire indonésien Dakwa début 2021.

Selon des documents judiciaires indonésiens relatifs à nombre de dirigeants condamnés du GI, le groupe a lancé en 2016 une entité politique appelée «Autonomisation politique», comme l'une de ses stratégies pour gagner la sympathie et la confiance des musulmans indonésiens, après avoir conquis leurs cœurs et leurs esprits.

Certaines recherches révèlent que le mouvement terroriste touche la fin de son cycle de vie et que le GI a temporairement reporté ses opérations afin d'obtenir le soutien de la population. Bien que les membres du groupe soient complètement interdits de participer aux élections et de voter, l'idée d'union politique a mûri en 2015, et la déclaration publiée par le groupe a encouragé les citoyens musulmans à voter pour un candidat parlementaire qui puisse prendre soin de leurs intérêts lors des élections de

2019. Ceci montre que le GI est prêt à rejeter la démocratie et s'engager dans le processus politique, si cela sert ses intérêts et sa survie.

Quant à Daech, il n'a montré aucun signe de flexibilité envers l'action politique et le califat lui est considéré comme étant le seul système de gouvernement légitime en Islam. Il a déclaré, en 2022, qu'il refuse catégoriquement d'établir toute relation ou communication avec des entités non islamiques.

Nous pouvons souligner en fin que les idées promues par les deux organisations (Daech et le Groupe islamique), semblent similaires, mais ne se traduisent pas forcément par des vues cohérentes, des objectifs communs et des méthodes d'action unifiées. Ceux qui adoptent une approche pacifique, temporaire et secrète d'action politique envisageront sérieusement la possibilité de se ranger du côté du GI, alors que l'EI sera la meilleure option pour ceux qui préfèrent un changement rapide et coercitif par la violence et le terrorisme. ■





Les conflits entre les groupes terroristes au Nigéria

Modèle de Boko Haram



■ Ousmanou Adama

Depuis 2009, le groupe terroriste Boko Haram (BH) commet des assassinats et des actes de violence à grande échelle dans le bassin du lac Tchad. La disparition de Muhammad Yusuf a entraîné un changement dans la gestion des opérations du groupe sur le sol nigérian. Cet article examine les divisions au sein du groupe et l'impact des changements internationaux dans les choix stratégiques et la fragmentation des organisations terroristes au Nigéria. Il tente également de comprendre les causes de ces conflits et leur impact sur la lutte contre le terrorisme et le rétablissement de la paix dans la région.

■ Université de Maroua, Cameroun.



ORIGINES DU CONFLIT

BH s'est avéré être l'une des organisations terroristes les plus résilientes. Elle s'est développée rapidement et a souvent changé d'alliances. On a annoncé maintes fois la mort du groupe. La survie de BH pendant près de deux décennies et sa capacité à maintenir son existence, seraient dues à la capacité de ses membres à faire des changements dans leurs politiques et leurs plans stratégiques, perpétuant son existence sous d'autres formes nées au sein de conflits intestines.

La survie de BH l'a placé dans les rangs des mouvements terroristes mondiaux durables, tels qu'Al-Qaïda et le Hezbollah qui s'est développé de l'insurrection locale à une idéologie extrémiste menant des attaques violentes. Cette organisation a su s'adapter aux circonstances volatiles et aux changements internes de personnel, de financement, d'organisation, d'équipement et de technologie.

Le noyau du groupe BH est apparu en 2002 parmi un petit groupe de jeunes inconnus, dirigé par Muhammad Yusuf, qui a établi le siège du groupe à Maiduguri au nord-est du Nigéria. Entre 2002 et 2009, cet homme a réussi à recruter un grand nombre de jeunes dont l'âge varie de 17 à 30 ans. De nombreuses familles pauvres et de jeunes chômeurs du nord du Nigéria et des pays voisins comme le Niger, le Tchad et le Cameroun l'ont rejoint. Boko Haram a lancé des programmes sociaux pour aider les nécessiteux, et le discours du groupe est devenu populaire, car il défendait le nord du pays des riches qui pillaient ses richesses.

Le mouvement a traversé une nouvelle phase après la mort de son fondateur en 2009. Abu Bakr Shekau en a pris la direction mais le groupe a cessé depuis 2011 d'être une entité unique, après que diverses factions se sont rebellées contre l'organisation mère, ce qui a conduit à sa division en trois groupes différents, qui se distinguent par des contradictions dans l'idéologie et les méthodes de travail. Il s'agissait du Groupe de la Sunna pour la Prédication et le Jihad (JASLWJ) dirigé par Abu Bakr Shekau, et de la branche de Daech appelée «Province islamique de l'Afrique de l'Ouest» (ISWAP). Daech a reconnu cette branche en 2016 et nommé Abu Musab al-Barnawi, à la place de Shekau, qui lui avait prêté allégeance en 2015, ce qui a conduit à la division du



groupe entre eux. La plupart des militants de BH suivirent al-Barnawi, et Shekau est resté à la tête des éléments restants. Le groupe (Ansaru) fit scission de BH en 2011, en raison de l'opposition de ses membres au ciblage des civils musulmans et du recours de Shekau à la violence aveugle, et dont les opérations se sont concentrées sur le ciblage des intérêts occidentaux dans les zones où il opérait. Malgré les différentes classifications, le nom de Boko Haram a parfois été utilisé pour désigner collectivement les différentes factions, en particulier lorsqu'il existait un doute quant au groupe responsable de l'attaque.

Le meurtre d'Abou Bakr al-Baghdadi en 2019 a jeté une ombre sur la scène du terrorisme au Nigéria, alors que Daech en Afrique de l'Ouest intensifiait ses attaques contre les cibles civiles, ce qui a renforcé l'insurrection et les divisions du groupe terroriste dans le bassin du lac Tchad.

CONFLIT DE DIRIGEANTS ET DE POLITIQUES

L'émergence de Daech et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique a eu un impact profond sur la fragmentation de BH dans le nord du Nigéria. Afin d'y comprendre la complexité de la situation des organisations terroristes, il faudrait voir de près la relation mutuelle entre les groupes susmentionnés et leurs dirigeants.

a) Faction Abu Bakr Shekau

Shekau a rencontré Muhammad Yusuf en 1990 et devenu l'un de ses adjoints. Puis, après la mort de Muhammad Yusuf, il a pris la direction du groupe et a épousé l'une de ses veuves. Mais Shekau était critiqué pour sa conduite erratique.

La branche de BH sous la direction de Shekau se caractérisait par sa violence excessive et ses attaques régulières contre les musulmans et les chrétiens. Shekau a tué ses deux conseillers religieux: Cheikh Abd al-Malik al-Ansari al-Qadunawi et Abu al-Abbas al-Bankiwani. Quiconque ne soutient pas l'organisation est considéré comme un partisan du gouvernement et fait l'objet de ciblage. Ses combattants pratiquaient la violence et

maltrahaient la population, ce qui a conduit à l'émergence de groupes populaires pour les combattre, comme la Force Conjointe d'Action Civile. BH était très actif au sud et au centre du Nigéria, notamment à Maiduguri et le long de la frontière camerounaise. Il a des bases dans le nord-ouest du Nigéria, notamment dans l'Etat du Niger.

b) Faction Abu Musab al-Barnawi

En 2016, Daech a nommé Abu Musab al-Barnawi comme chef de Boko Haram pour remplacer Shekau, qui a refusé de reconnaître l'autorité d'al-Barnawi. Une partie du groupe a fait défection sous son nom d'origine, Groupe Ahl al-Sunnah pour la Prédication et le Jihad, tandis qu'al-Barnawi est devenu chef de la branche du groupe Daech en Afrique de l'Ouest sous le nom de «Wilayat Islamique de l'Afrique de l'Ouest». Le groupe Shekau comprenait 1500 guerriers et le groupe d'Al-Barnawi, 3500 combattants. Daech a dénoncé Shekau et l'a considéré comme un adepte de l'idéologie Kharijite

Reuters a cité le général des Marines Thomas Waldhauser qui a confirmé la défection de près de la moitié des membres de BH et la création d'un groupe indépendant. En raison de leur mécontentement face à l'engagement de BH envers les instructions de l'EI, Shekau a ignoré les ordres de l'EI de cesser d'utiliser des enfants comme kamikazes et de cibler les mosquées et les marchés avec des explosifs.

Le désaccord entre les deux factions est dû au fait qu'Al-Barnawi considère la population de la région comme des musulmans, tandis que Shekau les considère comme des non-musulmans. Al-Barnawi a promis qu'il ne ciblera pas les mosquées ou les marchés du nord du Nigéria. Il a fait plusieurs déclarations aux médias affiliés à Daech, montrant son engagement en faveur de l'éradication des non-musulmans par tous les moyens.

Dernièrement, Il s'est avéré difficile pour l'un ou l'autre groupe de contrôler la région sous une seule autorité, même après avoir organisé de nombreuses opérations terroristes.

C) Faction «Ansaru»

Une faction du groupe BH a fait défection pour établir la Jamaat Ansar al-Muslimeen fi Bilad al-Sudan (Ansaru) en 2011, pour être le groupe le plus influent du nord-ouest. La faction dissidente comprenait certains dirigeants qui travaillaient avec Shekau, tels que le commandant militaire Abu Muhammad al-Bushawi et le conseiller religieux Sheikh Abu Usama al-Ansari Muhammad Awal al-Ghambawi, qui a pris la direction du groupe dissident.

Néanmoins, de nombreux commandants et soldats sont restés sous la bannière de Shekau, dont les deux commandants militaires Abu Saad al-Bamawi et Muhammad Salafi. Shekau s'est impliqué dans une lutte contre les Ansar, qui a abouti au meurtre de leur chef, Abu Usama al-Ansari. Après que le gouvernement nigérien a arrêté les dirigeants Ansar restants, cette faction dissidente ne représentait plus aucune menace majeure pour la direction de l'action terroriste de Shekau au Nigéria.

Selon les rapports de Terror Watch, la faction Ansaru s'est spécialisée dans le recrutement stratégique ciblant les membres des groupes et gangs criminels les plus dominants du nord-ouest du Nigéria, et est active dans la contrebande d'armes et la formation. Ce changement de méthode révèle une alliance entre les criminels, les bandits et le groupe Ansaru, dans les États du nord-ouest, devenus une région plus menacée par le terrorisme que la région du nord-est, ayant permis la création du réseau terroriste le plus complexe sans précédent au Nigéria.

Le groupe Ansaru n'est peut-être pas la plus grande menace terroriste au Nigéria, mais sa capacité à réapparaître au premier plan des événements peut indiquer qu'il poursuit une politique dangereuse, qui consiste à utiliser l'élément

de surprise pour prendre le pouvoir et s'implanter en douceur au sein des communautés.

CONFLITS ET SOCIÉTÉ

Selon certaines recherches, la résilience d'un réseau terroriste repose sur deux facteurs: la bureaucratie et le soutien communautaire. Les groupes à la structure organisationnelle décentralisée sont plus susceptibles de perdre leurs dirigeants que le groupe au leadership hiérarchique. En appliquant cela BH, en tant qu'organisation terroriste, on constate qu'Al-Qaïda en Afrique est dotée d'un niveau de bureaucratie. Le Conseil de la Choura se compose de 4 membres dont chacun est responsable d'un département différent. BH semble ici imiter le modèle d'une des factions d'Al-Qaïda.

En termes de soutien communautaire, la faction BH de Barnawi a acquis récemment une influence significative et dispose d'un groupe de soutien beaucoup plus important que celui de Shekau. Grâce à la hiérarchie et au suivi du Conseil de la Choura établi par le biais de nominations et d'alternatives dans la prise de décision, les factions terroristes au Nigéria ont renforcé leur capacité à se défendre, à la lumière des changements soudains de leadership.

BH s'attèle à planifier l'avenir du terrorisme dans le bassin du lac Tchad et à propager l'extrémisme dans le nord du Nigéria. En adaptant son idéologie, ses processus de recrutement et ses moyens d'action aux évolutions de son environnement opérationnel, BH se développe et se reconstruit malgré son inefficacité, et a émergé après avoir préservé son entité. Malgré toutes ses insuffisances, BH tente toujours de faire face à l'option militaire qui le menace. ■





LES CONFLITS ENTRE LES GROUPES TERRORISTES: STRUCTURELLEMENT INÉVITABLES

■ **Abdelsattar Abdelrahman**

Les études et analyses d'experts s'intéressent à déterminer le niveau de coopération et les relations entre les groupes terroristes. Or ces relations sont caractérisées par les conflits qui les ponctuent et occultent toute sorte d'éventuelle solidarité. Les résultats de ces conflits vont au-delà des groupes, des dirigeants et des individus, pour inclure les civils innocents.

Selon l'étude de Brian G. Phillip publiée en 2015, qui porte sur les rivalités et les conflits entre les groupes terroristes de 1987 à 2005, des conflits violents opposent la plupart de ces groupes pour des raisons qui vont au-delà de l'antagonisme entre leurs objectifs et ethnies. De même, Luke Walter, de l'université de Leiden, dans son étude sur la

coopération et la rivalité entre les organisations terroristes, a montré que (les surenchères) sont la cause majeure des rivalités et des conflits entre ces organisations qui pratiquent la violence à son niveau le plus élevé, menant des attaques les plus extrémistes qui soient et portant la violence à son comble, en tant que moyen bivalent pour affronter à la fois les organisations concurrentes et les États et sociétés.

Au milieu de ces (surenchères) d'actes terroristes, le pic de (dévouement) au terrorisme réside dans la mise en œuvre d'attentats suicides, et dès que l'une des organisations commet un attentat suicide, les autres groupes en font de même par singerie et rivalité.

■ Journaliste et chercheur au Saudi Research & Media Group (SRMG).

MOTIFS DE CONFLIT

1) Différence de puissance:

Les disparités de force alimentent les conflits entre les organisations terroristes rivales. Les organisations fortes cherchent à éliminer les organisations (plus faibles) en croissance rapide par peur de concurrence sur les territoires et les ressources, ou dans leurs négociations avec les États. Les organisations (plus faibles), avec leurs opportunités de croissance, cherchent à défier les organisations dominantes (plus fortes) en se forgeant une meilleure représentation pour les affronter, comme l'indiquent Muhammad Hafez et Emily Kalah dans leur étude: "Fratricide dans les mouvements rebelles".

Dans cette spirale sanguinaire pour redistribuer le pouvoir, des conflits éclatent et perdurent entre organisations terroristes, et aucune organisation victorieuse ne sera épargnée par de nouveaux défis lancés par d'autres organisations terroristes cherchant une plus grande part de pouvoir et d'influence.

2) Equivalence des forces:

L'équivalence des forces entre les organisations peut conduire à des combats pour monopoliser le leadership, assurer la sécurité privée et éliminer toutes les menaces.

Autant les concepts intellectuels de ces organisations envers les régimes visés diffèrent, autant leur inimitié mutuelle est forte, car les différentes visions rendent leurs objectifs contradictoires et affaiblissent la confiance entre elles, ce qui fait de l'acquis d'une partie une perte pour l'autre, et rend la coexistence entre elles impossible.

3) Encadrement international:

Dans les environnements de guerres civiles où s'activent les organisations terroristes, les parties extérieures cherchent souvent à intervenir directement ou comptent sur les organisations terroristes pour atteindre leurs objectifs. Le parrainage d'organisations terroristes est une méthode efficace et moins coûteuse pour les États parrains qui fournissent des armes, de l'argent, de l'approvisionnement ou des sanctuaires à ces organisations dans l'espoir de réaliser leurs propres desseins.

Tantôt le parrainage externe unifie organisations terroristes ou rebelles, et tantôt il sape leur unité, les commanditaires incitant certains rebelles à défier leurs rivaux. Cela se produit souvent lorsque les plans politiques des parrains entrent en conflit. La présence de multiples sponsors constitue aussi une opportunité pour les organisations terroristes d'élargir leur champ d'indépendance et de réduire la pression exercée sur elles.

CONFLIT PERSISTANT

Certaines caractéristiques communes intensifient et perpétuent les conflits entre les organisations terroristes qui mènent leurs guerres sur des oppositions radicales entre bien et mal, islam et mécréance, plaçant tous leurs ennemis dans la même case et cherchent à atteindre des objectifs ambitieux en usant de leur vision réduite et leur esprit borné, préférant d'éliminer leurs concurrents plutôt que de rivaliser avec eux, s'appuyant sur un code moral précaire et abominable, qui justifie le meurtre brutal de civils innocents et de membres d'organisations rivales.

Ces caractéristiques des groupes terroristes découlent de leurs approches outrées rejetant tout point de vue différent et tout compromis avec des groupes idéologiquement similaires mais optant pour des plans d'action différents.

TRAIT INTRINSÈQUE

Les conflits et les meurtres sont parmi les caractéristiques communes des groupes terroristes. Le conflit peut être alimenté par des facteurs externes, mais son existence et sa continuité découle des principes mêmes de ces organisations en dehors de tout autre facteur temporel ou spatial.

Au cours des trois dernières décennies, les conflits fratricides se sont intensifiés entre de nombreuses organisations terroristes, tels que le groupe armé en Algérie, Al-Qaïda en Irak et Daech en Syrie et en Irak.

◆ Le groupe islamique armé en Algérie

En décembre 1991, le Front islamique de Salut (FIS) a réussi à remporter 188 sièges sur 430 au premier tour des élections législatives et était sur le point de remporter la majorité des sièges au second tour en janvier 1992, mais la suspension du processus électoral a conduit à ce qu'on a appelé en Algérie la "décennie noire", marquée par des troubles civils et la propagation du terrorisme.

Plusieurs groupes rebelles y sont apparus, dont les plus importants étaient: le Groupe Islamique Armé (GIA) et l'Armée Islamique du Salut (AIS) (Branche militaire du Front du Salut). La perception du GIA et ses objectifs différaient du FIS concernant des questions majeures, telles que la démocratie en islam, la participation des islamistes aux régimes laïques, et le recours à la violence pour établir un État islamique.

Dès le début de la guerre civile, le GIA a taxé d'apostasie l'État algérien, régime, partisans, fonctionnaires et forces de sécurité, et décréta une guerre totale contre l'État. Il considérait la démocratie comme une hérésie et le jihad le seul moyen de renverser les dirigeants laïcs. Il rejetait



toutes négociations ou réconciliation avec les éléments modérés du régime et entonnait le slogan: "Pas de dialogue, cessez-le-feu, réconciliation, sécurité ou garanties avec le régime apostat."

Le GIA a lancé une campagne tous azimuts pour renverser le régime. Il a d'abord affronté les forces de sécurité, puis en 1993 a inclus les responsables publics. Depuis 1995, la majorité de ses victimes étaient des civils tués au hasard dans des attentats ou dans des attaques contre les villages et les unités d'inspection.

L' AIS a critiqué les tueries du GIA qui y a répondu par une guerre ouverte le 4 mai 1995 et un ultimatum d'un mois à ses rivaux pour se repentir et rejoindre ses rangs. Puis, il menaça explicitement huit dirigeants du FIS et leur intima de cesser de parler au nom du mouvement islamique. Puis, le 13 juin 1995, le GIA a condamné à mort ceux qu'il appelait les "marchands de sang" à l'intérieur et à l'extérieur de l'Algérie avant d'attaquer l' AIS et de causer la mort d'environ 60 militants.

Le GIA a déclaré la guerre à l'Armée du Salut le 4 janvier 1996 et tué un mois plus tard 100 militants et 40 dirigeants du FIS. Les tueries infligées par le GIA à ses rivaux armés, ainsi qu'à ses anciens partisans, se sont poursuivies s'élevant à 76 massacres entre novembre 1996 et juillet 2001.

Puis la guerre civile devait prendre fin en Algérie après que le terrorisme du GIA n'eut abouti à rien et que certains de

ses combattants ont rejoint d'autres groupes extrémistes, dont le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, qui devint en 2007 "l'Organisation d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique".

◆ Al-Qaïda en Irak

L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 a été confrontée par une résistance de tout bord, nationalistes, baasistes et des islamistes. La résistance se divisait en deux branches: la majorité des organisations islamiques nationales, telles que l'armée islamique en Irak, l'armée des moudjahidines en Irak, les brigades de la révolution de 1920 et les brigades Salah al-Din al-Ayyubi dont l'objectif commun était de réintégrer les sunnites dans le régime post-Saddam Hussein à égalité avec les chiïtes et les Kurdes; puis Al-Qaïda et les organisations partisans qui adoptent la violence, rejettent la démocratie et menacent les chiïtes, et dont le but était de transformer l'Irak en un État islamique.

Al-Qaïda s'est livré à une violence généralisée, ciblant les forces d'occupation, l'infrastructure économique irakienne, les services de sécurité irakiens, les responsables gouvernementaux, les entrepreneurs étrangers, les partis et groupes de combat chiïtes et kurdes, les électeurs et les sunnites coopérant avec le nouveau régime.

Il persista dans son projet de provoquer une guerre sectaire en menant des attaques contre des civils, créa le Conseil

de la Choura des Moujahidines en 2006, proclama l'État islamique d'Irak et appelé tous les autres mouvements à le rejoindre, et quiconque refusait d'obtempérer parmi les individus et les dirigeants devenait une cible légitime. L'Armée islamique en Irak, les Brigades de la Révolution de 1920, l'Armée des moudjahidines en Irak et les Ansar al-Sunna ont accusé al-Qaïda en Irak d'avoir tué des dizaines de leurs combattants et partisans.

◆ **Daech et son Etat présumé**

En 2013, l'organisation terroriste Daech a profité des troubles en Iraq, du retrait des forces américaines et de la guerre en Syrie pour reconstituer ses rangs et affirmer sa présence dans la région. Daech a déclaré l'établissement du soi-disant califat et a insisté sur le fait que tous les groupes rebelles en Syrie prêtent allégeance à son successeur trépassé Abou Bakr al-Baghdadi.

L'EI a continué d'attaquer les factions de tous bords et formulé le conflit en termes polarisants qui ne laissaient aucune place à la neutralité. Il a déclaré tous les chiïtes et les Alaouites comme des ennemis et considéré les Kurdes, l'Armée syrienne libre (ASL), l'Armée de l'Islam, Ahrar al-Sham al-Islamiyya (ASIM) et les islamistes associés aux Frères musulmans comme une menace pour son projet.

Les conflits entre l'EI et d'autres organisations se sont transformés en une guerre entre factions au début de 2013. La brigade Ahfad al-Rasul de l'armée syrienne libre a été attaquée en premier. En 2013, l'EI a exécuté 18 de ses membres pour refus de prêter allégeance, déclenché une guerre sanglante entre les deux parties. Le Liwa al-Tawhid a été le prochain groupe islamique ciblé par Daech, pour contrôler les principaux quartiers d'Alep. Puis il a attaqué Jaysh al-Islam - l'une des puissantes factions de la campagne de Damas - et publié une vidéo intitulée: "Repens-toi avant d'être arrêté", documentant la décapitation de 12 combattants appartenant à Jaysh al-Islam et Jabhat al-Nosra. Jaysh al-Islam a répondu en filmant l'exécution de 18 combattants de l'EI dans un clip vidéo intitulé: «Revanche des moudjahidines sur les traîtres kharijites».

◆ **Entre Al-Qaïda et Daech**

Quoique Daech ait émergé du dit État islamique en Irak proclamée par Abu Musab al-Zarqawi, la déclaration par Abu Bakr al-Baghdadi de son prétendu califat en Irak et au Levant a conduit à la rupture des relations avec al-Qaïda en 2014.

Les deux groupes se sont affrontés pour recruter des adeptes au sein des mêmes cercles extrémistes et étendre leur influence par tous les moyens disponibles. L'antagonisme entre les deux organisations se situait initialement au niveau des dirigeants. En juillet 2005, Ayman al-Zawahiri, deuxième leader d'al-Qaïda à l'époque, a envoyé une lettre à al-Zarqawi, dénonçant sa violence excessive envers les chiïtes en Irak, mais al-Zarqawi a poursuivi ses exactions.

Après la proclamation du prétendu califat en 2014, Ayman al-Zawahiri, chef d'Al-Qaïda à l'époque, n'a pas cessé d'accuser Daech de déviance. Dans son dernier discours le 15 juillet 2022, Al-Zawahiri a renouvelé son attaque contre Daech et déclaré que le califat d'Al-Qaïda diffère du califat mensonger et sanguinaire de Daech. Quant à l'EI, Al-Qaïda et ses organisations affiliées ne sont que des apostats opposés à son projet djihadiste et son califat. Après la mort d'Al-Zawahiri, le conflit reprit de belle. Al-Qaïda cherchait à revenir sur les lieux avec force, s'appuyant sur son héritage historique et Daech se présentant comme le seul représentant de l'approche djihadiste.

EN CONCLUSION

Les germes de conflit et de rivalité sans cesse en développement entre les organisations terroristes se nourrissent par leurs approches draconiennes, leurs esprits bornés, leurs visions perverses, leurs systèmes moraux débilés et méprisables, leurs conceptions contraires aux principes modérés de l'islam et leurs démarches s'opposant aux enseignements tolérants de la religion de juste milieu, ce qui fait de leurs luttes intestines et de leur autodestruction un impératif structurel. ■





FINALITÉS

DU TERRORISME À LA POLITIQUE

prototype de l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA)

■ Dr. Mohammed Taher Mahmoud

La propagation du terrorisme a conduit à une phobie de sécurité internationale, vu ses risques sur tous les pays du monde. Cet article examine la conversion des organisations extrémistes violentes à l'action politique officielle et analyse la mutation de l'IRA d'un groupe terroriste en un partenaire politique.

■ Centre d'études sur la sécurité et le renseignement. Université de Buckingham, Angleterre.

Du terrorisme à la politique

Tout au long de l'histoire, les mouvements d'indépendance et les groupes séparatistes utilisent la force armée pour atteindre leurs objectifs et imposer leurs visions politiques. Selon certains chercheurs, le terrorisme est un moyen de violence politique au même titre que l'insurrection militaire, les assassinats politiques et les guerres de gangs. D'autres chercheurs attribuent les racines du terrorisme aux privations économiques et à la marginalisation politique. L'émergence des organisations armées commettant des actes terroristes coïncident souvent avec de mauvaises conditions sociales et politiques. Néanmoins, Certains chercheurs rejettent toute justification d'actions armées, ou que les organisations terroristes jouissent d'une quelconque légitimité pour leurs actions terroristes, et ils pensent que la recherche des causes profondes du terrorisme peut légitimer et justifier leurs actions.

La transformation de l'IRA d'une organisation terroriste en une force politique est un modèle réussi qui culmine avec la signature de l'accord de Belfast en avril 1998 entre les gouvernements britannique et irlandais. L'IRA a fondé son extrémisme sur trois bases : le déni complet de la souveraineté britannique en Irlande du Nord, le manque de coopération avec les institutions politiques pour avoir rejeté sa légitimité, et l'usage de la violence pour unir l'Irlande.

Entre 1969 et 1994, l'IRA a tué environ 1800 personnes, dont 600 civils, et dispose désormais, dès les années 1990, suffisamment d'armes pour faire la guerre encore pendant dix ans via l'extorsion et le commerce illégal.

Les actions de l'IRA sont devenues une véritable menace pour le système politique établi. L'organisation a lancé une série d'attaques majeures à Belfast, tuant 9 personnes et blessant 130 personnes. Le gouvernement britannique a riposté en déployant des chars dans les zones de Belfast tenues par l'IRA. Le 21 novembre 1974, l'IRA a ciblé deux pubs à Birmingham, tuant 61 personnes et blessant 182. En novembre 1987, une fête a été prise pour cible à Enniskillen. Bilan : 11 citoyens ont été tués et 63 blessés. Le 20 mars 1993, l'armée revendiquait l'attentat à la bombe contre un centre commercial à Warrington, faisant 12 morts et 20 blessés.

Il est à noter que plusieurs tentatives vers une solution politique ont été faites, mais elles ont voué à l'échec. Au début des années 1970, le gouvernement britannique a introduit des réformes juridiques pour régler les problèmes de discrimination et a conclu un accord politique en 1973 pour établir un gouvernement au pouvoir conjoint, mais l'accord s'est effondré en raison du manque de coopération de la communauté protestante. La grève de faim en 1981 a causé la mort de 10 prisonniers dont la plupart était de l'IRA.

Puis l'IRA s'est orientée vers la politique tout en continuant les hostilités. Le parti «Sinn Féin», aile politique de l'IRA, a eu une importante contribution à cette orientation et a commencé à élaborer un plan politique pratique. Malgré cela, le gouvernement britannique a engagé une communication avec l'IRA jusqu'en 1990, mais sans résultats concrets. Après avoir réalisé de l'impossibilité





d'une solution militaire, les deux parties ont convenu d'un cessez-le-feu et de la nécessité de promouvoir les négociations. En août 1994, l'IRA a déclaré un cessez-le-feu complet et le processus de paix officiel a débuté.

Cesser la violence ne suffit pas

Le cessez-le-feu et l'acceptation de participer aux élections ou au dialogue politique n'étaient pas suffisants pour la transition pacifique. Cette mutation ne peut être acceptée comme une étape fiable tant que les groupes terroristes armés n'ont pas dénoncé les activités violentes et abandonné complètement toute menace pour l'autorité de l'État.



Les États et les gouvernements refusent souvent de mener tout dialogue politique avec des groupes extrémistes, comme c'était le cas à la fin des années 1990 lorsque le Premier ministre espagnol a refusé de négocier avec le groupe séparatiste «ETA». De même, le gouvernement turc a refusé de dialoguer avec le PKK en 2000 par crainte qu'il ne renouvelle ses revendications sécessionnistes. Les conflits armés se terminent souvent soit par la victoire de l'une des parties, la répartition géographique et démarcation des frontières nationales, ou la négociation entre les parties en conflit.

Dans le cas de l'IRA, qui était armée, radicale et révolutionnaire, elle ne rejetait pas la démocratie mais son objectif était de lutter pour le socialisme, la démocratie et l'union avec l'Irlande. Pour elle, l'autodétermination était impossible sous souveraineté britannique, mais elle a choisi la voie de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme pour atteindre ses objectifs politiques. Alors que le Sinn Fein participait aux élections, elle poursuivait ses actions armées jusqu'à ce qu'un processus formel de rétablissement de la paix ait commencé.

Étapes de la paix

Le processus de paix en Irlande du Nord a connu plusieurs étapes. Il a débuté par le dialogue politique au niveau des élites entre les deux gouvernements et les partis politiques, l'objectif principal de ces négociations étant de parvenir à un accord sur le fonctionnement futur des institutions politiques en Irlande. L'une des étapes de cette phase du dialogue était la tenue d'élections en mai 1996.

Puis, le 10 avril 1998, les pourparlers entre les partis politiques aboutirent à l'accord du Vendredi Saint, signé par le gouvernement irlandais, le gouvernement britannique et dix partis politiques, selon lequel l'Irlande du Nord continuera à faire partie du Royaume-Uni et que la revendication de la République d'Irlande sur l'ensemble de l'île d'Irlande serait retirée.

Cependant, avec le consentement de la majorité de la population, l'Irlande du Nord pourrait devenir une partie de l'Irlande unie. La décision de désarmer les groupes armés était un élément clé de l'accord soutenu par les principaux partis politiques, à l'exception de l'Union démocratique qui a refusé de faire partie du pouvoir exécutif en raison du refus de l'IRA de déposer les armes.

Le processus de consolidation de la paix s'est poursuivi en partenariat avec les partis locaux et des élections ont eu lieu pour établir des gouvernements locaux, restructurer le système de sécurité et de justice, s'occuper des droits



de l'homme et des questions d'égalité et désarmer les groupes extrémistes violents. Plusieurs tentatives ont été faites pour créer un conseil d'administration efficace et pour redistribuer le pouvoir exécutif. Le 28 juillet 2005, l'IRA a officiellement annoncé la fin du conflit armé et l'abandon de ses armes sous la supervision des membres du Comité de surveillance indépendant et sa volonté d'atteindre ses objectifs par des moyens politiques et pacifiques.

Le Sinn Fein a approuvé la légalité du processus de réforme de la police et le Parti unioniste démocrate a accepté de partager le pouvoir exécutif avec lui. L'affaire a été réglée en 2006, dans l'accord «St. Andrews», et de nouvelles élections ont eu lieu en mai 2007, ce qui a entraîné le retrait de l'armée britannique des rues et la suppression de son infrastructure militaire.

Le processus de paix en Irlande du Nord était inclusif et multilatéral impliquant des partis politiques autochtones, les gouvernements irlandais et britannique et la société civile, soutenu par le gouvernement américain, des acteurs internationaux clés et l'Union européenne, pour passer d'un conflit armé à une paix durable.

Modèle réussi

L'Irlande du Nord est un modèle réussi pour la transition d'un conflit armé à la paix, et l'IRA constitue un modèle important pour la transition de la pratique du terrorisme à l'action politique. L'armée irlandaise est en mesure

de fournir une étude de cas confirmant que mettre fin à l'extrémisme et à la violence ne suffit pas pour construire la paix dans une société profondément divisée, et nécessite également de remédier à la situation de combat.

À moins que les problèmes fondamentaux qui conduisent à la pratique de la violence ne soient résolus pour atteindre des objectifs politiques, et si la lutte contre la violence se limite au seul recours à la force militaire, la violence pourra reprendre à tout moment. Par conséquent, une paix véritable, globale et durable ne peut être construite sans identifier et traiter les racines du conflit qui ont poussé l'inclusion des «individus vulnérables» aux groupes extrémistes et armés.

La structure de l'IRA, ses objectifs et l'essentiel de son discours reposent sur trois dogmes : le rejet de la souveraineté britannique, le refus de participer aux institutions politiques existantes et l'adoption du combat pour atteindre ses objectifs. Par conséquent, le processus de paix global visait à restructurer les institutions politiques, garantir une action conjointe entre les représentants de sociétés divisées et impliquer les partis politiques locaux et les acteurs paramilitaires dans les négociations.

La transformation du conflit armé en Irlande du Nord en une paix durable et la conversion de l'IRA d'une organisation terroriste en une force politique ont fourni finalement un modèle réussi pour les sociétés en proie à des conflits armés et à des troubles. ■

MÉMOIRE DU TERRORISME



ATTENTATS DE LONDRES

Le terrorisme alimente la méfiance

■ Éditrices

Le 7 juillet 2005, quatre extrémistes ont commis quatre attentats-suicides dont trois au métro de Londres et le quatrième dans un bus de transports en commun. Résultats : 52 morts et environ 700 blessés.

Les Britanniques étaient stupéfaits, car les auteurs de l'incident étaient des jeunes britanniques d'origine pakistanaise, ce qui a jeté beaucoup de doutes sur le processus d'intégration des minorités dans les sociétés européennes, et ont donné l'occasion aux sceptiques et à l'extrême droite de remettre en cause la loyauté de tous les musulmans britanniques, les accusant d'être une « cinquième colonne ».

Confidentialité absolue

La capacité des terroristes à garder leurs actions dans le plus grand secret, à transporter et à faire exploser des engins presque au même moment, ont terrifié les

services de renseignement européens et les experts du terrorisme, incitant le ministre britannique de l'Intérieur à proposer la mise en œuvre d'opérations d'espionnage et d'écoute à grande échelle.



Après ces attentats, le gouvernement britannique a engagé des consultations sur l'éventualité d'emprisonner ou d'expulser hors du pays ceux qui incitent à la violence. De nombreux sites Web, bibliothèques et centres religieux ont été qualifiés d'extrémistes, et le ministre de l'Intérieur a été habilité d'expulser les étrangers qui leur sont associés. Quant aux citoyens britanniques qu'on ne peut expulser sont soumis à des mesures de contrôle strictes, et toute violation de ces mesures mène à la détention.

Des contraintes d'entrée au territoires britanniques ont été imposées et l'asile politique a été refusé à toute personne impliquée dans le terrorisme, mais tout cela n'a pas empêché la production d'autres actes terroristes.

Vague terroriste

Ces actes terroristes ne furent qu'un début d'une vague successive de terrorisme dans le pays. Après 11 ans, la tragédie s'est presque répétée en 2016 lorsqu'un terroriste a planifié un attentat à la bombe visant le métro de Londres, mais la police britannique a réussi à déjouer ce complot malveillant avant qu'il ne se produise.

Le 22 mars 2017, un Britannique de 52 ans a conduit une voiture-bélier contre des piétons sur le trottoir de Westminster, blessant gravement quatre personnes et poignardant mortellement un policier non armé.

Le 22 mai 2017, le Britannique Salman Ramadan Al-Obaidi, 22 ans, s'est fait exploser à Manchester, après un concert de plus de 20.000 personnes de la chanteuse Ariana Grande. L'attentat a fait 23 morts et 119 blessés. Il s'agissait de l'attentat à la bombe le plus meurtrier au Royaume-Uni depuis les attentats de Londres de 2005.

Le samedi 3 juin 2017, une camionnette conduite par Khurram Shahzad Butt a renversé 7 personnes sur le pont de Londres et foncé vers un marché local animé où des assaillants sont descendus et poignardé plusieurs personnes. Selon les enquêtes, le chef des assaillants était impliquée dans les attentats de Londres et il était surveillé par la police, mais il est considéré comme peu dangereux. Il faisait partie de 3000 extrémistes ayant fait l'objet de près de 500 enquêtes au Royaume-Uni, après les attentats de Londres. Des questions ont été soulevées sur la capacité de Shah Butt à perpétrer le massacre de Londres Bridge bien qu'il soit connu des services de sécurité, et malgré ses liens avec des groupes terroristes.

Le vendredi 29 novembre 2019, la police britannique a tué Osman Khan pour avoir poignardé plusieurs personnes dans le

quartier de Londres Bridge, tuant deux passants et en blessant trois. L'organisation Daech a revendiqué cette attaque.

Peur et méfiance

Les attentats de Londres et les actes terroristes qui ont suivi ont déclenché une vague de peur et de méfiance. Les terroristes ne ciblent pas seulement les victimes avec leurs actes terroristes, mais le public en général. Pour les terroristes, tuer des innocents est un moyen et non une fin, le but étant d'effrayer le plus de monde possible. Malheureusement, un certain traitement médiatique des incidents terroristes peut aider les terroristes à atteindre cet objectif.

La Grande-Bretagne a été choquée car la plupart des auteurs étaient des «terroristes nationaux», ce qui a entraîné une certaine vigilance vis-à-vis de la communauté musulmane. Des rapports de violations contre les musulmans ont été révélés, et la police et les organisations islamiques ont déclaré qu'après les attentats de Londres, les musulmans ont été soumis à des attaques de nature raciste dépassant le taux habituel.

Vu son expérience avec le terrorisme de l'armée irlandaise, le gouvernement britannique a cherché à éviter de tomber dans le piège des terroristes. Pour David Aharonovitch, commentateur dans le Times : «La campagne du mal menée par l'IRA nous a appris que nous devons agir intelligemment et éviter de blâmer des sociétés entières. Nous vivons à l'ère des smartphones et les terroristes sont dorénavant capables d'atteindre un public plus large. Les attentats de Londres ont eu lieu près d'un an après les attentats de Bruxelles. Ce sera le tour de chaque pays en Europe, car désormais le terrorisme fait partie de notre milieu (mondialisé) et si étroitement connecté. Notre meilleure défense individuelle et collective, c'est d'apprendre à vivre avec nos émotions les plus pénibles et les plus terrifiantes.»

Cependant, cela n'a pas empêché les musulmans britanniques de souffrir de suspicion et de mauvais traitements. Radwan Saber, auteur du livre «Le Suspect», déclare : «Il semble que si vous êtes musulman, vous êtes coupable jusqu'à preuve du contraire, et si vous avez la peau foncée et que votre nom sonne islamique, vous feriez mieux d'expliquer vos habitudes de lecture et vos déplacements depuis 10 ans. Le système qui est censé prévenir les attentats terroristes semble en fait conçu pour maintenir la haine qui radicalise davantage les gens». ■

ÉDITORIAL

SUCCÈS ET DÉFIS

Quoiqu'il soit en déclin constant, le terrorisme persiste pour des raisons liées aux circonstances et aux mutations de notre monde contemporain. En 2022, 121 pays dans le monde n'ont enregistré aucun décès dû au terrorisme, ce qui est le nombre le plus élevé depuis 2007. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord était en tête des succès dans la guerre contre le terrorisme. Sa part de décès causée par le terrorisme dans le monde est passée de 57% en 2016 à seulement 12% en 2022, selon les données de l'Indice Mondial du Terrorisme 2023.

Afin de poursuivre cette ligne ascendante dans les succès contre le terrorisme, nous devons regarder vers l'avenir, identifier les défis qui peuvent entraver ce succès et y remédier au plus vite.

Les résultats de la 4e révolution industrielle sont peut-être la première chose dont devraient se préoccuper les responsables anti-terrorisme, car cette mutation renforce leurs capacités, mais leur pose en même temps des défis les obligeant à élaborer des plans précoces et stratégiques pour les affronter.

L'intégration de la nanotechnologie, de la biotechnologie et des technologies de l'information a permis d'investir le monde numérique, virtuel et physique à travers la robotique, l'Internet des objets, les véhicules autonomes, la cybersécurité, les services cloud, l'informatique quantique, l'intelligence artificielle, les mégadonnées et l'impression 3D. Si ces technologies offrent des opportunités prometteuses pour la prospérité et le progrès humain, il ne faut pas perdre de vue les dangers des organisations terroristes cherchant à exploiter les opportunités offertes par ces nouvelles technologies, et réfléchir aux moyens de les utiliser pour lutter contre le terrorisme.

Bien que les attentats terroristes à faible technologie demeurent la norme à court et à moyen terme, les nouvelles technologies pourraient fournir à l'avenir de nouveaux outils aux terroristes. On s'attend à ce que les individus et les réseaux terroristes adoptent les progrès technique surtout que la technologie militaire de base est disponible sur la toile et peut être facilement obtenue auprès de chaînes commerciales. Ainsi, la nanotechnologie peut

permettre de construire des engins explosifs plus petits et plus puissants, la biotechnologie peut être utilisée pour créer de nouveaux virus en laboratoire et la technologie d'impression 3D peut être utilisée dans les activités de fabrication et de dissimulation d'armes.

Certaines de ces technologies sont déjà en usage. Les organisations terroristes profitent des technologies médiatiques et de la révolution de l'information, et on estime que 65 militants non gouvernementaux (dont des organisations terroristes) sont désormais capables de déployer jusqu'à 1500 kilomètres et avec peu d'entraînement, des essaims de drones dans des opérations de combat, à l'instar de l'attaque Houthi contre des installations civiles en Arabie saoudite et aux Émirats Arabes Unis. Malheureusement, la communauté internationale n'a pas encore envisagé avec suffisamment d'intérêt des mesures pour lutter contre l'utilisation de drones par les terroristes.

La 4e révolution industrielle offre des conditions favorables au cyberterrorisme, et bien que personne n'ait été tuée jusqu'à présent sous l'effet du cyberterrorisme, la prudence reste de rigueur. Parmi les tendances mondiales actuelles figure l'interdépendance croissante entre la population et les infrastructures en particulier dans les grandes villes, un avantage qui peut être exploité par les organisations terroristes pour infliger la mort et la destruction. Les systèmes financiers et bancaires, les dossiers de santé, les chemins et ponts téléguidés, les systèmes de transport public et les réseaux électriques sont autant de cibles potentielles.

Les mêmes technologies peuvent être appliquées dans la lutte contre le terrorisme. La nanotechnologie permet la détection d'agents pathogènes dans les systèmes d'approvisionnement en eau et la détoxification des agents atmosphériques nocifs. L'analyse des mégadonnées soutenue par l'intelligence artificielle offre des opportunités prometteuses dans la lutte contre le terrorisme. L'essentiel est d'agir sans tarder de manière proactive pour contrecarrer les activités terroristes potentielles pouvant obliger les gouvernements à prendre des décisions difficiles pour augmenter les budgets de lutte contre le terrorisme. ■

Chef de rédaction

Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT

التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب

ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

